

*l'Anti*capitaliste

N°85 | MARS 2017 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



« AMERICA FIRST » : NATIONAL-LIBÉRALISME, RÉACTION ET GRAND-GUIGNOL



RUSSIE 1917
UN MOUVEMENT OUVRIER
RÉVOLUTIONNAIRE



**MOINS D'HÔPITAL OU PLUS
DE SERVICE PUBLIC ?**



**LA LOGIQUE LIBÉRALE DU
«REVENU DE BASE »**

Présidentielle : danse frénétique sur fond de crise

PAR HENRI WILNO

La dixième élection présidentielle dans le cadre de la Constitution de la V^e République offre un spectacle inédit. Elle marque la fin du système à deux partis dominants : un parti de droite fédérant héritiers du gaullisme et libéraux et une gauche hégémonisée par le Parti socialiste. Les politiques néolibérales poursuivies avec opiniâtreté par chacun de ces partis se succédant au pouvoir ont produit une désespérance sociale sur laquelle a prospéré le Front national. Il ne faut toutefois pas en conclure à une hégémonie du FN sur les catégories populaires : aux régionales de 2015, 43% des ouvriers qui ont voté l'ont fait pour ce parti, mais 61% se sont abstenus. Le FN est clairement candidat au pouvoir et s'emploie à désarmer les réticences des cercles dominants du capital, notamment du fait de sa position affichée sur l'euro.

CRISE DES PARTIS DOMINANTS

En dehors du FN, les principales forces politiques sont en crise. La droite avait cru tenir la victoire mais son candidat conservateur-catholique a trébuché sur ses propositions ultraréactionnaires sur l'assurance-maladie, avant de s'engluer dans une affaire d'emplois fictifs à finalité d'enrichissement personnel. Le PS a pour sa part payé son tournant social-libéral par une désaffection progressive des classes populaires : certains penseurs du PS ou périphériques à celui-ci (comme Terra nova qui se présente comme un think tank – réservoir d'idées – « progressiste ») s'en sont même félicités et ont prôné la recherche d'une autre base sociale.

Dans la dernière période, la politique suivie sous Hollande a fracturé le PS lui-même : d'un côté, les soutiens de la politique économique et sécuritaire du quinquennat, de l'autre, ceux qui de façon plus ou moins inconséquente s'y sont opposés à partir d'une certaine date. Les seconds, confortés indirectement par le mouvement contre la loi El Khomri, ont gagné la primaire avec comme chef de file Benoît Hamon qui, jusqu'en août 2014, avait été un ministre loyal. Son succès a, de fait, approfondi la fracture, l'aïe des supporters de l'austérité et des réformes néolibérales s'accrochant désespérément à leur orientation.

Deux courants politiques ne figureront pas à la présidentielle. D'abord les Verts, emportés par un opportunisme qui leur a fait depuis des années sacrifier l'écologie à la poursuite de postes de députés et de ministres. Ensuite, le

parti communiste, héritier d'une tradition militante à la fois glorieuse et dévoyée, paralysé par ses divisions et la primauté accordée à la sauvegarde de ses élus.

L'HEURE DES HOMMES PROVIDENTIELS

C'est donc l'heure des hommes providentiels. Macron profite des difficultés de ses rivaux Fillon et Hamon et, malgré son programme libéral à tout crin, se prépare à jouer le recours anti-Le Pen. Mélenchon se présente, lui, comme l'incarnation et le sauveur d'une gauche de combat alors que la reconstruction de celle-ci ne saurait résulter d'une démarche où les travailleurs sont seulement sommés de « bien voter » afin que l'Elu change les choses.

Le vieux s'effrite et le neuf n'est qu'un nouveau « Canada dry » tandis que monte le FN et que l'Etat autoritaire fait en permanence appel à l'intervention d'une police dont les dérapages sont couverts. Mais analyser la situation dans

ses aspects politiques et franco-français serait insuffisant. Croissance économique anémique, crise de l'Union européenne, proximité possible d'une nouvelle crise financière (les ingrédients en sont en tout cas réunis), retombées imprévisibles de la politique de Trump : tout cela est à l'arrière-plan d'une élection dont il est impossible de prévoir le dénouement. Cependant, quel qu'en soit le résultat, la situation sera gouver-

née par une montée des tensions.

RÉSISTER, C'EST EXISTER

« Résister, c'est exister » proclamait un T-shirt arboré par notre candidat Philippe Poutou lors d'une émission télé, c'est évident mais ça ne suffit pas. Outre la besogne nécessaire de résistance à la réaction sociale, au racisme, au recul des libertés, il y en a une autre. Face aux forces réactionnaires qui prospèrent, il faut construire des forces anticapitalistes et révolutionnaires qui prennent acte des caractéristiques de la nouvelle période (le marxisme ne peut se réduire à une scolastique répétitive) en intégrant les transformations induites par les deux horizons du capitalisme de notre temps, la crise économique et la crise écologique, et ayant une large audience parmi ceux et celles qui n'ont pour vivre que la vente de leur force de travail : les prolétaires, dans toutes leurs composantes.

A notre niveau et avec nos limites, l'orientation de lutte sociale et internationaliste que nous développons à l'occasion des présidentielles s'inscrit dans cette tâche incontournable et de longue haleine. □



MARXISTES, POPULISTES, ANARCHISTES...

Un mouvement ouvrier révolutionnaire

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

L'histoire de la Révolution russe est celle de la rencontre et de l'interaction permanente entre ses deux acteurs décisifs : une avant-garde marxiste révolutionnaire rassemblée au sein du Parti bolchevique, une classe ouvrière gagnée au socialisme et dotée de formidables capacités de lutte...

Les particularités du développement de la Russie¹ y avaient fait surgir tardivement une classe ouvrière, certes encore peu nombreuse mais au développement très rapide : un million et demi d'ouvriers de l'industrie en 1900, trois millions en 1912 (auxquels il convient d'ajouter les travailleurs de la construction, des transports et une part substantielle de ceux des services), sur une population de 160 millions en 1914 ; et, surtout, la classe ouvrière la plus concentrée au monde : « en 1911, 54 % des ouvriers russes travaillent dans des usines employant plus de 500 ouvriers, alors que le chiffre correspondant pour les Etats-Unis est de 31 % ; 40 % dans des entreprises employant de 50 à 500 ouvriers ; moins de 12 % seulement dans des entreprises de moins de 50 ouvriers »².

UNE RADICALITÉ EXCEPTIONNELLE

Sur cette réalité s'en greffait une autre, celle de conditions d'exploitation et d'oppression également sans comparaison avec les principales sociétés capitalistes : des salaires très bas, des journées de travail de 14 heures et, sous la domination de l'autocratie, l'absence de toute liberté politique et syndicale. Toute grève et souvent même tout mouvement revendicatif donnait lieu à des licenciements voire des arrestations, toute mobilisation de rue pouvait faire l'objet d'une répression provoquant morts et blessés.

Dans une telle situation, les ouvriers qui ne voulaient pas courber l'échine n'avaient d'autre option que celle de l'action clandestine. Et la question se posait à eux de façon immédiate : quel autre régime politique, quelle autre société ? Comme le relève Oskar Anweiler, « l'absence du droit de coalition, l'interdic-

tion de présenter des revendications collectives et les lourdes peines dont les grévistes étaient menacés, contribuèrent notablement à pousser les ouvriers russes dans la voie de la révolution »³.

Pierre Broué insiste : « dans la société russe sous les tsars, il n'est pas de voie de garage pour les militants ouvriers. Les syndicats sont dissous dès qu'ils ont une existence effective et les mencheviks les plus "légalistes", liquidateurs compris, reçoivent de la police des coups aussi sévères que les bolcheviks les plus durs. Il ne peut y avoir de postes ni pour les bureaucrates ni même pour d'honorables transfuges, puisque le militant qui voudrait abandonner la lutte pour se monnayer n'aurait d'autre voie que le mouchardage au service de la police. Aucune adaptation à l'Etat n'est possible sans capitulation ouverte : le réformisme, né en Occident comme un état d'esprit avant d'incarner une tendance dans les organisations ouvrières, puis une couche privilégiée, n'a pas, en Russie, de racines sérieuses » (op. cit., p. 55).

Ainsi, la lutte revendicative débouchait naturellement sur le combat politique, les frontières entre l'une et l'autre s'estompaient, elles disparaissaient même pour de larges couches de travailleurs qui accédaient aux idées du socialisme et du marxisme. En grande partie, celles-ci le firent par l'intermédiaire d'une intelligentsia de jeunes gens, sans perspective d'intégration au sein de la société tsariste et que tout portait donc vers des idéaux de révolte et de révolution. Pierre Broué décrit de la façon suivante les jeunes bolcheviks de l'époque : « ce sont des moins de vingt ans qui renoncent à toute carrière et à toute ambition autre que politique et collective, s'engagent sans retour pour s'identifier à la lutte ouvrière (...) Ces jeunes hommes n'ont pas encore quitté l'âge

de l'adolescence qu'ils sont déjà de vieux militants et des cadres » (op. cit., p. 21-22). Eugène Préobrajenski, devenu à partir de 1917 un important dirigeant du Parti bolchevique, dressa à la mort de Lénine ce portrait, qu'il vaut la peine de citer un peu longuement, des ouvriers russes de la période révolutionnaire : « L'avant-garde de notre classe ouvrière est le produit du capitalisme européen qui, déferlant dans un pays neuf, y a édifié des centaines d'entreprises formidables, organisées selon les derniers perfectionnements de la technique occidentale.

« Notre ouvrier, c'est le jeune barbare plein de force que n'a pas encore corrompu la civilisation capitaliste, qui n'est pas corrompu par le confort et le bien-être, miettes de la table des exploiters des colonies, qui ne s'est pas encore laissé plier au joug de la légalité et de l'ordre bourgeois (...) Notre ouvrier a commencé à haïr le capital et à le combattre avant de le révéler comme organisateur d'un régime économique supérieur à l'artisanat : il a commencé à le mépriser avant d'avoir goûté à la culture bourgeoise et de s'y être attaché. Il ne ressemble ni au prolétaire d'Occident, dressé par deux siècles d'industrie manufacturière et capitaliste, ni au semi-prolétaire de l'Inde et de la Chine.

« Qui ne comprend pas ses traits originaux ne comprendra rien à ses merveilleuses réalisations, ne saisira pas l'essence de ce phénomène socio-logique qu'est le parti bolchevique (...) Notre classe ouvrière alliait en elle l'élan révolutionnaire, la spontanéité de la verte jeunesse à la discipline qui cimente les millions d'êtres que groupe le travail autour de la machine. »⁴

Et aussi la force du marxisme, dont de nombreux travailleurs s'imprégnaient avec avidité, comme en témoigne cet exemple, significatif d'une tendance

bien plus générale: «S. A. Smith décrit ainsi l'évolution d'un ouvrier russe dont l'esprit s'est ouvert dans cette voie de "pensée critique": "pour Kanatchikov, la découverte de la théorie de l'évolution a eu l'effet d'un coup de tonnerre (...) Sa décou-

un gouvernement composé de «toutes les tendances socialistes», c'est-à-dire commun avec celles (mencheviks, socialistes-révolutionnaires de droite) qui ne reconnaissent pas le pouvoir des soviets et dont certains membres n'al-

ces organisations politiques, construites dans la clandestinité et qui, après Février, voyaient les adhésions affluer en masse, qui donnaient le ton à tous les niveaux, depuis l'échelon de l'usine, de la localité ou du district jusqu'à celui des institutions nationales.

Alliée au caractère immédiatement politique de toute lutte, la faiblesse des traditions syndicales a entraîné une autre conséquence: la tendance spontanée des travailleurs à s'auto-organiser. Dès les premiers pas du prolétariat russe, ses membres qui entraient en lutte ou entendaient seulement présenter une demande à leur direction avaient, en l'absence d'organisations syndicales, pris l'habitude d'élire des délégués, mandatés et révocables.

L'anarcho-syndicaliste Voline souligne: «quant au syndicalisme, aucun mouvement ouvrier n'ayant existé en Russie avant la Révolution de 1917, la conception syndicaliste – quelques intellectuels érudits mis à part – y était totalement inconnue (...) cette forme russe d'une organisation ouvrière, le "Soviet", fut hâtivement trouvée en 1905 et reprise en 1917, justement à cause de l'absence de l'idée et du mouvement syndicalistes»; avant d'estimer que «sans aucun doute, si le mécanisme syndical avait existé, c'est lui qui aurait pris en mains le mouvement ouvrier.»⁸

Oskar Anweiler explique ainsi le surgissement des soviets en 1905: «contrairement à la bourgeoisie libérale, organisée – au moins dans une certaine mesure – au sein des zemstvos [assemblées de district créées en 1864, élues au suffrage censitaire] et des doumas de ville [assemblées municipales, également réservées aux propriétaires et aux riches], la population laborieuse ne disposait en Russie d'aucune possibilité légale de s'organiser. Alors que les partis révolutionnaires se trouvaient réduits aux dimensions de groupuscules conspiratifs, elle se voyait interdite de confier à des syndicats la conduite de ses luttes économiques. Au moment de la révolution, elle était privée d'organisation permanente, à même d'unifier et de diriger le mouvement. D'où la nécessité d'une forme d'autodéfense spontanée, le soviet.»

L'auteur enchaîne en mentionnant, pour cette classe ouvrière d'origine



La célèbre affiche d'Alexandre Rodtchenko (1891-1956), l'un des fondateurs de l'école «constructiviste». DR.

verte de Darwin s'est bientôt complétée de celle de Marx: en 1902, à l'âge de 23 ans, il était parvenu au bout du premier volume du *Capital*. Cela lui a apporté une compréhension scientifique de la société et donné la volonté de se consacrer à la cause du renversement du capitalisme.»⁵

PRIMAUTÉ DU POLITIQUE ET DE L'AUTO-ORGANISATION

Jusque là interdits et durement réprimés dès qu'ils tentaient d'apparaître, les premiers syndicats un peu stables et de quelque importance se sont formés à partir de 1905. Eclipsés par les soviets et les comités d'usine, ils n'ont cependant joué dans les événements de 1917 qu'un rôle secondaire, même lorsqu'ils étaient représentatifs et puissants (à l'instar du syndicat des métallurgistes de Pétersbourg, fort de 200 000 membres).

Une exception de ce point de vue a été le Vikjel, Comité exécutif pan-russe du syndicat des travailleurs du rail, l'une des plus fortes organisations syndicales, représentant un secteur très imprégné de ses particularités corporatives et qui, par rapport aux ouvriers d'usine, constituait une sorte d'«aristocratie ouvrière». La direction du syndicat des cheminots est notamment connue pour sa tentative conciliatrice au lendemain de l'insurrection d'Octobre: alliée alors avec l'aile droite de la direction bolchevique (Kamenev, Zinoviev, Rykov), elle avait tenté d'imposer

laient pas tarder à œuvrer de concert avec la contre-révolution bourgeoise et impérialiste. Le Vikjel, dont Edward Hallet Carr note qu'il «aspirait à agir en tant que pouvoir indépendant dictant au gouvernement ses conditions»⁶, s'est ensuite comporté comme une force d'opposition au nouveau pouvoir soviétique, allant jusqu'à menacer de paralyser le transport des troupes envoyées sur le front des premiers combats avec la contre-révolution.

Mais cet organisme se trouvait en réalité contrôlé par des forces politiques qui étaient clairement hostiles aux bolcheviks. Alexander Rabinowitch indique qu'à l'été 1917, sur les quarante membres du Vikjel, quatorze étaient des socialistes-révolutionnaires, sept des mencheviks, trois des socialistes populaires (l'un des courants les plus à droite parmi ceux se réclamant du socialisme), tandis que beaucoup des onze «indépendants» soutenaient le parti «cadet» (abréviation pour constitutionnel-démocrate, la formation de la droite bourgeoise libérale); face à eux ne se trouvaient que deux bolcheviks, un sympathisant bolchevique et deux membres de l'organisation interrégionaux (dirigée par Trotsky et qui s'intégra au Parti bolchevique à la fin juillet).⁷

Autrement dit, les choix des dirigeants syndicaux répondaient d'abord à ceux des partis ou courants politiques dont ils étaient membres ou proches. Ce sont



paysanne récente, « les traditions liées à l'archaïque commune rurale », la « foi dans la vertu "démocratique" de la coutume villageoise des assemblées où l'on délibérait en commun », « qui dut inciter les masses ouvrières à trouver naturelles la délibération collective et l'élection de députés. »⁹

L'HÉRITAGE POPULISTE ET LE PARTI SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE

Dans son texte cité précédemment, Eugène Préobrajenski signale que l'ouvrier russe « a pour ancêtres les paysans qui pillaient les maisons et les récoltes des seigneurs, ceux que l'on fouettait dans les écuries (...) et que l'on envoyait sur des radeaux (...) dans les mines de l'Oural et de Sibérie. Dans ses veines coule le sang des factieux qui, à l'époque de Stenka Razine et de Pougatchev, faisaient trembler le trône des tsars moscovites. »

Le courant qui a incarné le plus directement ces traditions est celui du Parti socialiste-révolutionnaire (SR), fondé en 1901 en se revendiquant de l'héritage des narodniks, actifs depuis les années 1870. Ces « populistes » (du nom russe narod qui signifie peuple), issus principalement de la petite-bourgeoisie urbaine, préconisaient une révolution fondamentalement paysanne (les paysans représentant l'immense majorité de la population) qui instaurerait la « démocratie » et une forme de socialisme spécifiquement russe fondée sur la tradition du mir, l'ancienne communauté paysanne reposant sur une propriété collective des terres.

Cependant déçus par le peu d'empressement de la paysannerie à remplir sa tâche révolutionnaire, les narodniks décidèrent de lui montrer la voie en multipliant les attentats et les assassinats de personnalités du régime. « L'histoire est trop lente, il faut la bousculer », déclarait leur principal dirigeant, Andreï Jéliabov, lors de leur congrès de 1879 à Voronej.¹⁰

Les actions d'une « poignée d'audacieux », ainsi qu'ils se définissaient eux-mêmes, devaient également contraindre le régime tsariste à concéder des libertés démocratiques qui permettraient, dans une seconde étape, de développer une lutte pour le socialisme. Le principal fait d'armes de la Narodnaya Volya (Volonté, ou Liberté

du peuple) fut l'assassinat, le 1er mars 1881, du tsar Alexandre II par Jéliabov et d'autres conjurés, qui furent tous exécutés. Six ans plus tard, un groupe de jeunes était arrêté par la police alors qu'il projetait d'assassiner son successeur. Parmi eux, Alexandre Oulianov, pendu le 8 mai 1887. Selon Lars T. Lih¹¹, Lénine a été profondément marqué par la mort de son frère aîné et chercha ensuite les moyens de poursuivre son combat en empruntant « une autre voie », qu'il trouva dans le marxisme.

Le Parti socialiste-révolutionnaire a été fondé en 1901, en revendiquant l'héritage de Narodnaya Volya. Immédiatement, il forma une « brigade terroriste »

Implanté surtout dans les campagnes, il est demeuré majoritaire au sein du Soviet des députés paysans durant toute l'année 1917. Des 1115 délégués au Premier congrès panrusse des soviets paysans, tenu en mai 1917, 571 se déclaraient SR, contre seulement 14 bolcheviks. Au second congrès, réuni à partir du 9 novembre, ce sont les SR de gauche, alliés aux bolcheviks, qui se retrouvèrent majoritaires. Mais le parti SR disposait également de forces parmi les travailleurs des villes, sans compter l'armée, composée principalement de jeunes paysans. Au premier congrès panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats, tenu en juin 1917, les

1917, affiche de propagande du Parti socialiste-révolutionnaire. DR.



qui reprit la méthode des assassinats de représentants du régime.

SR étaient 283 sur 822 délégués pleins, contre 248 mencheviks et seulement

105 bolcheviks.¹²

Les SR ont compté près d'un million de membres au début de l'été 1917, loin devant les mencheviks (environ 200 000) et les bolcheviks (alors près de 100 000). Mais leur prépondérance électorale dans les campagnes ne signifiait pas qu'ils organisaient directement une fraction importante du monde paysan. Selon une étude publiée en 1978, à l'ouverture de la guerre mondiale, les membres du Parti SR étaient à 28% des ouvriers ou artisans, à 21% des étudiants ou lycéens, à 16% des employés ou membres des couches intellectuelles inférieures, et à 35% des « membres de l'intelligentsia supérieure, c'est-à-dire médecins, ingénieurs, juristes... » « Un poids décisif revenait (...) aux éléments cultivés et qualifiés ». « La proportion infime de paysans parmi les membres du parti est un trait significatif. Le parti socialiste-révolutionnaire n'a pas réussi à lier à son organisation le groupe visé »¹³.

Comme les marxistes et les anarchistes, les SR ont connu leur lot de scissions. Dès 1906, une aile droite légaliste était allée fonder un « Parti du travail », tandis que sur la gauche rompaient les SR « maximalistes », proches à certains égards des anarchistes et qui resteront un courant politique actif jusqu'en 1918. En août 1914, un secteur des SR s'opposa à la politique d'union sacrée défendue par la majorité de la direction, qui avait à sa tête Victor Tchernov.

Mais c'est en 1917 que les contradictions ont explosé. Les divergences ont alors provoqué une division irrémédiable entre les partisans d'une révolution sociale et ceux, de plus en plus liés aux secteurs aisés des campagnes, qui entendaient faire rentrer le processus dans un cadre démocratique-bourgeois. Au moins de juin, lors du premier congrès pan-russe des soviets de députés ouvriers et soldats, la gauche des SR s'était déjà alliée avec les bolcheviks contre la direction de son propre parti. Au lendemain de l'insurrection d'octobre, la direction SR exclut du parti les représentants de l'aile gauche qui avaient refusé de quitter le deuxième congrès panrusse des soviets (25 octobre au 7 novembre), après que celui-ci eut entériné le renversement du gouvernement provisoire et la transmission du pouvoir aux soviets. Le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche tint son congrès de

fondation du 19 au 28 novembre 1917.

La gauche était majoritaire au sein de la délégation des SR au deuxième congrès des soviets, et ce rapport de forces ne fit que s'accroître au cours des mois suivants. Mais cela ne s'était nullement reflété dans les délégations à l'Assemblée constituante (réunie le 5 janvier 1918), élues à la proportionnelle à travers des scrutins de listes régionaux. La composition des listes SR, communes aux deux tendances, avaient été verrouillée par la droite, au point que sur 410 représentants SR à la Constituante (pour un total de 707 membres élus – les bolcheviks en ayant 175), seuls 40 étaient des membres du nouveau parti SR de gauche.¹⁴ C'est l'une des raisons – trop peu soulignée – pour laquelle cette assemblée, élue de plus sur des plateformes dont la rédaction avait été antérieure à l'événement fondateur d'Octobre, s'avérait très peu représentative même d'un point de vue démocratique-bourgeois.

Les SR de gauche ont gouverné avec les bolcheviks jusqu'au printemps 1918, quand leur coalition s'est brisée du fait des divergences graves occasionnées par les conditions du traité de paix avec l'Allemagne; avant que les vieilles traditions terroristes ne les conduisent à tenter un coup d'Etat – dont les conséquences furent catastrophiques.

LES ANARCHISTES

On est confronté avec les anarchistes à la même difficulté qu'avec le parti SR: l'absence d'études historiques qui soient à la fois globales et suffisamment documentées. Le livre de Voline, *La révolution inconnue*, a déjà été mentionné: écrit de façon très subjective, il manque cruellement de références, tout en présentant une série d'affirmations qui apparaissent gratuites voire dont l'inexactitude est devenue patente.¹⁵

Il y a pourtant des raisons de croire Voline (qui à son retour en Russie, en juillet 1917, adhéra à l'Union de propagande anarcho-syndicaliste de Pétrograd, laquelle publia bientôt l'hebdomadaire puis quotidien *Goloss Trouda, La Voix du travail*) lorsqu'il dit et répète que le mouvement anarchiste a été ultra-minoritaire en Russie jusqu'à la révolution d'Octobre; et cela, bien que deux de ses principaux théoriciens, Bakounine (1814-1876) et Kropotkine (1842-1921), eussent été des Russes.

En 1905, « il existait aussi (...) un certain mouvement anarchiste. Très faible, totale-

ment inconnu de la vaste population, il n'était représenté que par quelques groupements d'intellectuels et d'ouvriers (paysans dans le Midi), sans contact suivi (...) Leur activité se bornait à une faible propagande, d'ailleurs très difficile, à des attentats contre les serviteurs trop dévoués du régime, et à des actes de "reprise individuelle". La littérature libertaire arrivait en fraude de l'étranger. On répandait surtout les brochures de Kropotkine » (op. cit., p. 59). Le fait qu'en février 1916, soit en pleine boucherie impérialiste, ce dernier ait pris position en faveur de l'union sacrée contre l'Allemagne, avec les autres responsables anarchistes du *Manifeste des Seize*, n'a sans doute pas été de nature à aider ce mouvement en Russie.

En 1917, « les anarchistes étaient, au début de la Révolution, tout au plus trois mille » (p. 719). A la veille d'Octobre, « le mouvement anarchiste (...) était encore bien trop faible pour avoir une influence immédiate et concrète sur les événements. Et le mouvement syndicaliste n'existait pas (...) les anarcho-syndicalistes et les anarchistes [sont] peu nombreux et mal organisés » (p. 142 et 148). Selon Alexander Rabinowitch, ils ont cependant joué, entre février et octobre 1917, un rôle significatif à Pétrograd et à Cronstadt. Non pas certes l'Union anarcho-syndicaliste de *Goloss Trouda*, que cet auteur estime alors marginale, mais la Fédération anarcho-communiste qui était bien représentée au sein des troupes (en particulier le 1^{er} régiment de mitrailleurs, à l'avant-garde de l'effervescence révolutionnaire de l'été) comme des soviets ouvriers de Pétrograd et de sa région.

Ce n'est pas que Rabinowitch en dresse un portrait spécialement flatteur: « le programme des anarcho-communistes était extrêmement général et peu sophistiqué. Selon un tract diffusé au début de l'été 1917, l'organisation appelait à la destruction ou élimination immédiate de, entre autres choses, tous les gouvernements autocratiques et parlementaires, le système capitaliste, la guerre, l'armée, la police et toutes les frontières. Le même tract défendait l'instauration d'une société communale "totalement libre", sans gouvernement ni lois, où la liberté individuelle serait absolue, les paysans posséderaient la terre et les usines appartiendraient aux



travailleurs (...) Un auteur anarcho-syndicaliste qualifia, non sans justification, le programme anarcho-communiste de "collection de phrases creuses" (Goloss Trouda, 27 janvier 1918, p. 3). Il faut noter que les deux groupes anarchistes étaient à l'époque à couteaux tirés.»¹⁶

Pour en revenir à Voline, celui-ci estime donc que les difficultés puis l'échec du mouvement anarchiste avaient découlé de son retard d'implantation par rapport aux bolcheviks (lesquels n'organisaient pourtant pas plus de 5000 militants lorsque la révolution de Février a éclaté), de « la crédulité, l'insouciance des masses, l'ignorance de leur force » (p. 172) et par la suite de la « répression sauvage » exercée par les bolcheviks, nouveaux exploiters, de « l'idée libertaire et les mouvements qui s'y ralliaient » (p. 173).

Il met cependant en avant le fait qu'après Octobre, « en dépit de cette carence et d'une situation aussi défavorable, les anarchistes aient su gagner un peu plus tard – et un peu partout – une certaine influence, obligeant les bolcheviks à les combattre les armes à la main et, par endroits, pendant assez longtemps, avant de les écraser. Ce succès rapide et spontané de l'idée anarchiste est très significatif » (p. 167). Les deux processus mis en avant dans ce cadre sont la révolte de la base navale de Cronstadt (1921) et le mouvement organisé en Ukraine autour de Nestor Makhno (1918-1921).

On peut toutefois, sur cette base, envisager une autre explication : incapables de gagner une base de masse pendant la période de la montée révolutionnaire, les anarchistes auraient commencé à développer leur influence dès que la révolution est entrée en crise, avec l'ouverture rapide de la guerre civile et son cortège de morts, de destructions et de privations...

Quant à leur échec politique, il était pratiquement contenu dès le départ, et pour ainsi dire par définition, dans leur rejet et dénonciation de « l'idée politique » et de « tout pouvoir politique » (Voline, p. 181 et 225). Avec pour corollaires l'incapacité ou refus de construire une organisation nationale et même, moyennant des exceptions limitées dans le temps (Leningrad, Moscou, Cronstadt), le refus de partici-

per aux soviets et la dénonciation de ces derniers justement parce qu'ils constituaient des organes de pouvoir.¹⁷

LE MARXISME : POSDR, BOLCHEVIKS ET MENCHEVIKS

Le marxisme a été introduit en Russie par l'ancien populiste Georges Plékhanov, fondateur en 1881 du groupe « L'Emancipation du travail ». En 1898, neuf délégués de diverses régions se réunirent à Minsk dans ce qu'ils intitulèrent premier congrès du POSDR, Parti ouvrier social-démocrate de Russie (le terme de social-démocrate avait à l'époque un sens exactement inverse à celui d'aujourd'hui). Mais tous furent immédiatement arrêtés et envoyés en déportation.

Le flambeau fut repris par la « deuxième génération » des marxistes russes, avec à sa tête Vladimir Oulianov dit Lénine et Julius Martov, qui lancèrent fin 1901 le journal *L'Iskra* (*L'Étincelle*), visant à unifier autour d'une compréhension et d'un projet communs les groupes social-démoc-

viks (minoritaires), une division devenue scission deux années plus tard. Un congrès de réunification fut organisé en 1906, dans la foulée de la première révolution russe, mais la rupture prit un tour définitif à partir de 1912.

Deux grands désaccords opposaient alors bolcheviks et mencheviks ; le premier – qui occasionna la division lors du deuxième congrès – portant sur le type de parti à construire et le second sur la nature et les perspectives de la révolution à venir.

Les formulations antagoniques sont connues. Pour Lénine, pouvaient être membres du parti « ceux qui participent personnellement à l'une de ses organisations », pour Martov, « ceux qui collaborent régulièrement et personnellement sous la direction d'une de ses organisations ». Bref, un parti de militants dans le premier cas – et de plus, dans les conditions russes de l'époque, un parti extrêmement cloisonné et hiérarchisé –, une formation nettement plus large dans le second.

En suivant de nombreux auteurs



Lénine guidant les masses en armes (origine inconnue). DR.

crates qui se formaient un peu partout en Russie mais restaient isolés. En août 1903, le deuxième congrès du POSDR, réalisé à Bruxelles puis à Londres en présence d'une cinquantaine de délégués, marqua la véritable création du parti mais fut aussi, dans le même temps, le théâtre de la division entre bolcheviks (majoritaires) et menche-

marxistes (Pierre Broué, Marcel Liebman, Jean-Jacques Marie, Lars T. Lih et d'autres), il faut cependant souligner que la position de Lénine, explicitée et développée à la même époque dans *Que faire?* et à travers d'autres écrits, ne découlait nullement d'un principe général qui aurait été applicable en tout lieu et de tout temps. Ces modes

d'organisation étaient simplement les seuls possibles pour construire, sous la clandestinité imposée par le régime tsariste, un authentique parti ouvrier révolutionnaire.

Dès le congrès de 1903, Lénine reconnaissait en outre que dans *Que Faire?* il avait «forcé la note» et «tordu en sens inverse le bâton» par rapport au courant dit économiste, qui était la cible de sa critique. Dans l'étape d'effervescence révolutionnaire et de relatives libertés démocratiques ouverte par la révolution de 1905, il préconisa très vite d'«ouvrir en grand les portes» du parti, en s'opposant au conservatisme des «comitards» qui revendiquaient face à lui... la lettre de *Que Faire?* En janvier 1905, avant que la première révolution n'éclate, la fraction bolchevique du POSDR organisait quelque 8000 militants. Au Congrès de Londres (5^e congrès du POSDR) de mai 1907, les 105 délégués bolcheviques et les 97 délégués mencheviques représentaient ensemble 77 000 militants.¹⁸

Une autre nouveauté de 1905 fut l'introduction à tous les niveaux du parti de procédures électives, se substituant à la cooptation qui était alors la règle, non seulement chez les bolcheviks mais dans toutes les organisations socialistes de Russie.

Le second grand débat, sur les perspectives de la révolution et donc les tâches politiques du parti, a été synthétisé ainsi par Pierre Broué : «*les premiers disciples russes de Marx ont considéré que la tâche révolutionnaire immédiate en Russie était le renversement de l'autocratie tsariste et la transformation de la société dans un sens bourgeois et capitaliste avec instauration d'une démocratie politique (...). Les mencheviks accusent les bolcheviks d'abandonner les perspectives de Marx, de tenter, artificiellement, d'organiser une révolution prolétarienne par le moyen de conspirations, alors que les conditions objectives ne permettent, dans une première étape, qu'une révolution bourgeoise.*

«*Les bolcheviks rétorquent que les mencheviks renoncent à organiser et à préparer une révolution prolétarienne qu'ils rejettent dans un avenir lointain : ce faisant, ils en viennent à se faire les défenseurs d'une sorte de développement historique spontané, menant automatiquement au socialisme à travers des "étapes" révolutionnaires différentes, bourgeoise-démocratique d'abord, prolé-*

tarienne-socialiste ensuite, et ce fatalisme les conduit à restreindre, pour l'im-médiat, l'action des ouvriers et des socialistes au rôle de force d'appoint pour la bourgeoisie dans la lutte contre l'autocratie pour les libertés démocratiques.»¹⁹ Pour les bolcheviks, la révolution aurait bien dans un premier temps des objectifs démocratiques (libertés publiques, réforme agraire, amélioration des conditions d'existence des travailleurs, etc.) mais sa dynamique (son caractère «*ininterrompu*») conduirait à un enchaînement, plus ou moins rapide selon ce que serait la situation concrète, avec des tâches socialistes. De plus, aucune confiance ne pouvant être déposée dans l'opposition libérale-bourgeoise, même pour mener à bien des tâches relevant historiquement des révolutions bourgeoises, la direction du processus ne pouvait être assurée que par la classe ouvrière alliée à la paysannerie – d'où la perspective de gouvernement dénommée «*dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie*».

En 1917 et ensuite, les mencheviks s'agrippèrent jusqu'au bout à la charrette brinquebalante de la démocratie bourgeoise. Alors que dans les premiers mois, leurs positions concilia-trices et modérées leur avaient permis de gagner – comme c'est en général le cas au début de tout processus révolutionnaire – une influence plus importante que celle des bolcheviks, ils connurent à partir du mois de juin un processus d'effondrement, jusqu'à ne plus représenter grand-chose à la fin de l'année: seulement 14 délégués – sur 670 – au second congrès panrusse des soviets, et 16 élus sur 707 à l'Assemblée constituante.

A l'inverse, les bolcheviks ne cessèrent d'étendre leur organisation (environ 5000 militants en début d'année, 20 000 en avril, 100 000 en août, 200 000 juste avant Octobre), tout comme leur influence. Au deuxième congrès panrusse des soviets, réuni au lendemain de l'insurrection, selon Alexander Rabinowitch qui cite le rapport préliminaire de la commission des mandats, les bolcheviks comptaient 300 délégués sur 670, tandis qu'avec les SR de gauche et d'autres groupes ou individus, «*une large majorité de délégués, quelque 505, étaient fermement en faveur du transfert de "Tout le pouvoir aux soviets", c'est-à-dire la formation d'un gouvernement soviétique reflétant la*

composition du congrès.»²⁰

Pour y parvenir, rien ne fut cependant simple. Il fallut notamment et en premier lieu que Lénine, à son retour à Pé-trograd début avril 1917, réussisse à «ré-*armer*» son parti en le convainquant de s'engager dans une lutte résolue contre le gouvernement provisoire et les courants socialistes «*conciliateurs*», avec pour perspective l'instauration d'un pouvoir prolétarien... Ce qui sera le thème du prochain article. □

1 Voir sur ces aspects le premier article de notre série, «*La Russie à la veille de la révolution – Quand "ceux d'en bas" ne veulent plus et "ceux d'en haut" ne peuvent plus*», Laurent Ripart, revue n° 83 de janvier 2017.

2 Selon Pierre Broué dans son ouvrage «*Le parti bolchevique*», Editions de Minuit, 1963-1971, p. 21-22.

3 «*Les Soviets en Russie – 1905-1921*», nrf-Gallimard, 1972, p. 27.

4 Eugène Préobrajenski, «*Lui*», Bulletin communiste n° 10, 7 mars 1924. Cité par P. Broué, op. cit., p. 54.

5 Rapporté par Neil Davidson, [6 «*La révolution bolchevique*», tome 1 «*La formation de l'URSS*», Editions de Minuit, 1969, p. 113.](https://rs21.org.uk/2017/02/03/revolutionary-reflections-uneven-and-combined-development-modernity-modernism-revolution-1-the-classic-forms-of-uneven-and-combined-development, qui cite Steve A. Smith, «Revolution and the People in Russia and China: A Comparative History» (Cambridge University Press, 2008).</p>
</div>
<div data-bbox=)

7 Dans la note 36 du chapitre 8 de «*The Bolsheviks Come to Power – The Revolution of 1917 in Petrograd*» (1976, réédité par Haymarket en 2004), traduit et édité récemment en français à La Fabrique (en lire la chronique par Ugo Palheta dans notre revue n° 82 de décembre 2016).

8 «*La révolution inconnue*», première publication en 1947, rééd. Edition Verticales, 1997, p. 106.

9 Oskar Anweiler, op. cit., p. 63.

10 Jean-Jacques Marie, «*Lénine*», Balland, 2004, p. 26.

11 Dans le premier chapitre de «*Lénine – Une biographie*», Les Prairies ordinaires, 2015 (livre chroniqué dans notre numéro 73 de février 2016). Cette interprétation est cependant controversée. Jean-Jacques Marie (cf. note précédente), notamment, n'y croit pas, parlant même à ce sujet de «*légende pieuse*».

12 Chiffres donnés par Oskar Anweiler, op. cit., p. 150-153.

13 Manfred Hildermeier, «*La structure sociale du parti socialiste-révolutionnaire avant la Première Guerre mondiale*», Cahiers du monde soviétique, volume 19, numéro 3.

14 Edward Hallet Carr, op. cit., p. 115-116.

15 Exemple de contre-vérité: l'affirmation selon laquelle Maria Spiridonova, grande figure des SR puis des SR de gauche, aurait été assassinée dans les geôles bolcheviques au cours des années 1920 (p. 285). Elle a en réalité vécu libre de 1921 à 1937, date à laquelle elle a été envoyée au goulag par le pouvoir stalinien, avant d'être exécutée à Orel en septembre 1941 (dans le «*massacre de la forêt Medvedev*»), en compagnie d'anciens responsables bolcheviques dont Christian Rakovski et Olga Bronstein-Kameneva, sœur de Trotsky, épouse et veuve de Léon Kamenev.

16 «*Prelude to Revolution – The Petrograd Bolsheviks and the July 1917 Uprising*», 1968, Indiana University Press, réédition 1991, Midland Books. Dans cet ouvrage centré sur les «*Journées de juillet*» (3 au 6 juillet 1917 dans l'ancien calendrier russe), les références à l'action des anarcho-communistes sont nombreuses. Voir l'index, p. 291, aux entrées «*Anarchist-communists*» et «*Bleikhman I. S.*», leur principale figure de l'époque, également mentionnée par Trotsky dans son «*Histoire de la révolution russe*». Les passages cités dans l'article figurent aux pages 62 et 260 de l'ouvrage de Rabinowitch.

17 Selon une déclaration du Groupe de propagande anarcho-syndicaliste de Pétrograd, citée dans l'ouvrage de Voline (p. 197), «*nous ne croyons pas aux vastes perspectives d'une révolution qui débute par un acte politique, à savoir la prise du pouvoir*» (le mot «*politique*» étant souligné dans l'original). L'attitude – essentiellement négative – des anarchistes vis-à-vis des soviets est quant à elle synthétisée dans la note de la page 421.

18 Les chiffres varient (un peu) selon les sources. Sont donnés ici ceux qui émanent de l'étude la plus récente, ayant pu bénéficier de l'ouverture la plus large des archives russes.

19 Op. cit. p. 68-69.

20 «*The Bolsheviks in Power – The First Year of Soviet Rule in Petrograd*», Indiana University Press, 2007, p. 409 (note 6).

Sécurité sociale et accès aux soins : face à la régression

PAR S. BERNARD

La Sécurité sociale est née en 1945. De Gaulle, le chef du gouvernement, craignait la révolution et se donnait pour objectif de «renouveler les conditions sociales, afin que le travail reprenne et qu'échoue la subversion». Il constatait que «les privilégiés mesurant la force du courant, s'y résignent aussitôt et d'autant plus volontiers qu'ils avaient redouté le pire»...¹

Le rapport de forces social et politique de l'époque aura donc permis la création, sur la base d'un compromis de classes, de cette institution que la bourgeoisie cherchera sans cesse à rogner et à détruire. Dès 1948, elle dénoncera «les dépenses [qui] ne cessent de progresser» (*Le Monde*, 12 janvier 1948) dans un contexte, déjà, de mondialisation : «les cotonnades japonaises ont fait leur apparition. Pour l'avenir de la Sécurité sociale il est vital d'exporter, pour cela il faut que les prix français ne soient pas plus chers que les prix de nos concurrents sur le marché mondial» (Paul Reynaud, député, le 11 juillet 1949). Elle incriminera aussi la fraude des assurés sociaux, le manque de concurrence, l'absence de responsabilisation financière des médecins...

La Sécu est financée par les cotisations sociales, une part socialisée du salaire prélevée sur les richesses produites. La classe dirigeante n'accepte pas qu'une partie importante de ses profits lui échappe. Il lui est tout aussi insupportable de payer des gens «à ne rien faire» durant leur retraite, pendant les arrêts de travail en maladie, la maternité ou les congés. Elle s'inquiète également du principe régissant la Sécu, «chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins», une règle qui n'entre pas dans la logique du profit et du chacun pour soi.

Les capitalistes n'ont jamais vraiment accepté la Sécu. Ils ont régulièrement bataillé pour «maîtriser les dépenses» et fiscaliser le financement. Leur objectif est de transférer cette «charge» au privé et de ne maintenir qu'un filet de sécurité pour les plus pauvres, pris en charge par l'Etat. La dégradation du droit à la santé

est une des conséquences de cette offensive.

LE REcul DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, PREMIER FACTEUR D'EXCLUSION DES SOINS

En 1945, la Sécurité sociale remboursait les frais de santé à 80%. Le remboursement à 100% des affections de longue durée (ALD) a été décidé dès cette époque. Trente maladies sont actuellement reconnues à ce titre. Dès 1950, le taux de remboursement des actes dentaires a commencé à diminuer. A partir des années 1960, quatre taux de remboursements (entre 15 et 100%) ont été créés pour les médicaments. Dès 2003, les gouvernements successifs ont commencé à ne plus rembourser des centaines de médicaments, la Haute autorité de santé les classant dans la catégorie «service médical rendu insuffisant». Mais dans ce cas, ils ne devraient plus bénéficier de l'autorisation d'être produits... à moins que les profits des laboratoires ne valent plus que notre santé!

Le forfait hospitalier, dans le public et le privé, était de trois euros par jour à sa création en 1983; il n'a cessé d'augmenter pour atteindre 18 euros en 2010 (13,50 euros en psy). Entre 2004 et 2007, d'autres mesures ont alourdi ce qui est à la charge des patients. En ville ou à l'hôpital, une participation forfaitaire d'un euro est soustraite des remboursements pour tous les actes et consultations d'un médecin et pour chaque acte de biologie ou radiologie. Au forfait de 18 euros retenu sur le remboursement des actes «coûteux» (à partir de 120 euros), il faut ajouter les franchises de 0,50 centime par boîte de médicaments et sur chaque acte effectué par des auxiliaires médicaux, et de deux euros par trajet pour les frais de

transports. Depuis 1987, le remboursement à 100% des ALD est appliqué aux seuls traitements considérés en rapport direct avec la maladie grave. Les autres soins sont remboursés au tarif habituel de la Sécu.

A tous ces dispositifs, qui ont alourdi la participation financière des malades à leurs frais de santé, s'ajoutent les dépassements d'honoraires. Plus d'un tiers des médecins ont adhéré à ce dispositif dénommé «secteur 2». Le montant global des dépassements a doublé en 15 ans.

Hollande et Touraine ne sont revenus sur aucune de ces mesures, ils ont au contraire continué la même politique : déremboursements de médicaments, suppression de l'hypertension sévère de la liste des ALD. Le nombre de médecins, en ville ou à l'hôpital (privé ou public), pratiquant les honoraires libres s'est allongée. Sous prétexte de limiter le montant des dépassements d'honoraires, la ministre de la santé a proposé en 2012 aux médecins de signer des «contrats d'accès aux soins». Les signataires se sont engagés à «stabiliser leur taux moyen de dépassement» et ont bénéficié en contrepartie d'allègement de leurs cotisations sociales en moyenne de 4 300 euros par an. Des médecins du secteur 1 (sans dépassements d'honoraires) ont profité de l'aubaine pour adhérer au secteur 2.

Les conséquences de cette politique apparaissent dans une enquête du Secours populaire : les difficultés financières poussent une partie significative de la population à retarder des soins ou à y renoncer, notamment pour les soins dentaires et l'optique, particulièrement chez les plus pauvres : la moitié des foyers dont le revenu mensuel net est inférieur

à 1200 euros nets ont dû reporter ou renoncer à une consultation chez un dentiste (+ 22 points par rapport à 2008), et plus d'un tiers chez un ophtalmologiste (39%, + 9 points).

L'EFFICACITÉ TRÈS RELATIVE DE LA CMU-C ET DE L'ACS²

Les personnes qui font face aux dépenses de santé les plus élevées, y compris lorsqu'elles sont exonérées du ticket modérateur en raison d'une ALD, subissent les restes à charges les plus lourds.³ Plus on est pauvre, plus on est malade et plus les coûts de santé augmentent! L'accès à une couverture complémentaire est indispensable à une majorité de la population pour pouvoir se soigner. Mais 5% d'entre elle n'en bénéficie pas. Les seuils imposés pour pouvoir bénéficier de la CMU-C (721 euros) et de l'ACS (973 euros) excluent un

grand nombre de personnes qui vivent pourtant sous le seuil de pauvreté. La complexité du système de soins (coexistence des secteurs 1 et 2), l'ignorance des droits, les difficultés à déchiffrer les informations et des démarches d'obtention complexes amènent les plus bas revenus à ne pas solliciter leurs droits. L'ACS fait l'objet d'un taux de non recours proche de 75% en raison de la méconnaissance de cette aide. Le non-respect des droits par des professionnels de santé (refus du tiers payant, demande de dépassement d'honoraires) participe à ces renoncements aux soins. A ces problèmes viennent s'ajouter des ruptures de droits en lien avec l'instabilité professionnelle et/ou familiale.⁴

LA PROTECTION MALADIE UNIVERSELLE: 700 000 ÉTRANGERS EXCLUS DE LA SÉCU?

L'universalité de la Sécu avait été proclamée par le gouvernement Jospin lors de la mise en place de la CMU, le 1^{er} janvier 2000. La création de cette Sécurité sociale des pauvres, remplaçant l'Aide médicale gratuite attribuée par les départements, n'a pas résolu les difficultés d'accès aux soins: une personne sans domicile sur dix déclare ne bénéficier d'aucune couverture maladie et une sur

quatre d'aucune complémentaire santé. Les personnes sans domicile de nationalité étrangère sont 16% à ne pas disposer de couverture maladie et 29% à ne pas avoir de complémentaire santé, des pourcentages encore accrus parmi ceux qui déclarent avoir dormi dans la rue ou en haltes de nuit. Les principaux motifs de non recours sont le coût et l'absence de couverture maladie.⁵

Touraine a proclamé à son tour l'universalité de la Sécu en présentant la loi de financement 2016 de la Sécu, qui a créé la

la délivrance de ces documents de séjour précaires. Résultat: alors qu'elles sont en règle du fait de la possession de ces documents, ces personnes vont être renvoyées vers l'AME voire vers "rien du tout" pour celles dont les ressources sont supérieures au plafond fixé par les textes pour bénéficier de l'AME (721 euros par mois). »

LUTTER POUR LE DROIT À LA SANTÉ!

Le droit à la santé doit être un droit fondamental. Pour l'accès de tous et toutes sans exclusive à ce droit, la Sécu doit rembourser tous les soins et actes médicaux à 100% sans forfait, ni franchise. Les dépassements d'honoraires doivent être interdits. Les actes et soins rémunérés aux professionnels de santé doivent l'être à leur juste valeur afin de ne plus justifier certains de ces dépassements. Aucune avance des frais ne doit être exigée, le tiers-payant doit être généralisé à tous les professionnels et établissements de santé.

Pour être en bonne santé se soigner n'est pas suffisant, il faut aussi agir sur les diffé-

rents facteurs de dégradation de la santé: les conditions de travail, l'environnement, la nutrition, le logement... La Sécu doit donc avoir les moyens de réellement prendre en charge la prévention, l'éducation à la santé, la rééducation. Cette bataille pour le droit à la santé universelle et gratuite doit être menée universellement avec les organisations associatives, syndicales et politiques qui partagent cet objectif, notamment au sein des différents collectifs (défense de la santé, des hôpitaux, des services publics...) qui se mobilisent sur ce sujet. □

1 «Mémoires de guerre, Le salut, 1944-1946», Plon, 1959.

2 Respectivement: Couverture maladie universelle complémentaire (l'assurance complémentaire des pauvres) et Aide à la complémentaire santé.

3 Selon l'IRDES, Institut de recherche et documentation en économie de la santé, dans «Question d'économie de la santé» n° 218, mai 2016.

4 IRDES «Question d'économie de la santé», n° 209, mai 2015.

5 Source: «Etudes et Résultats» n° 933, Dree (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques des ministères sociaux).

6 Les prestations en nature désignent la prise en charge des dépenses de santé, les CPAM versant aussi des prestations en espèces qui compensent partiellement les pertes de revenus lors des arrêts de travail pour maladie, maternité...

7 <http://social-sante.gouv.fr/affaires-sociales/securite-sociale/article/la-mise-en-place-de-la-protection-universelle-maladie-puma-au-1er-janvier-2016>

8 L'ODSE regroupe 25 organisations dont le Gisti, la LDH, Médecins du monde, le MRAP, la LDH, le Secours catholique...



En mai 2014, lors de la campagne des élections européennes, initiative du NPA dans l'hôpital Saint-Antoine (Paris 12^e) contre la fermeture de sa maternité et de son centre d'IVG, contre les politiques d'austérité dans la santé. Photothèque rouge/JMB.

«PUMA» (Protection maladie universelle) et supprimé la CMU de base. Pour bénéficier des prestations en nature⁶ de la branche maladie de la Sécu, il suffit théoriquement de travailler ou de résider en France de manière stable et ininterrompue depuis plus de trois mois. Le gouvernement précise que «la PUMA garantit désormais à toute personne qui travaille ou réside en France un droit à la prise en charge des frais de santé, sans démarche particulière à accomplir».⁷ Mais la réalité est différente.

Les associations de l'Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE)⁸ ont craint dès mars 2016 «une régression catastrophique pour la Sécurité sociale des personnes étrangères», 700 000 migrants pouvant être concernés. Le 13 février 2017, elles se sont à nouveau alarmées des conséquences de la PUMA: «Un arrêté réduisant la liste des titres et documents qui autorisent les personnes étrangères à bénéficier de l'assurance maladie est sur le point d'être pris. Malgré des alertes réitérées vont désormais être exclues les personnes disposant d'un récépissé de demande de titre de séjour ou d'autres documents nominatifs remis par les préfetures et attestant de démarches en cours. Or, les préfetures multiplient précisément

POUR RÉPONDRE À LA CRISE DU SYSTÈME DE SANTÉ

Moins d'hôpital ou plus de service public ?

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

Sur fond de crise globale du système de santé, un plan de démantèlement et réduction de l'hôpital public est mis en application depuis des années par les gouvernements de droite comme de gauche. Pour y répondre, au-delà de mesures de défense immédiates, il est nécessaire de mettre en avant la perspective d'un nouveau service public de santé global, basé sur la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux.

Les propositions de François Fillon préconisant la privatisation rapide d'une partie du système de santé ont suscité de vives réactions. Elles forment un projet cohérent, combinant réforme du financement et de l'organisation des soins. Les assurances remplaceraient la Sécurité sociale pour financer les soins courants. L'hôpital public, jusqu'alors pivot du système de santé, verrait sa place réduite (des milliers d'emplois étant supprimés dans les hôpitaux) au profit de réseaux de soins privés. S'il se distingue par sa radicalité, ce projet s'inscrit dans la continuité des politiques menées par François Hollande et ses prédécesseurs, mettant en cause le droit aux soins pour tous.

Le système de soins qui s'est constitué en 1945 en même temps que la Sécurité sociale subit la crise de ses deux composantes principales, la médecine libérale et l'hôpital public. D'un côté, la médecine libérale répond de plus en plus mal comme « premier recours » au plus près de la population ; de l'autre, l'hôpital asphyxié par l'austérité budgétaire et transformé en entreprise ne parvient plus à remplir ses missions, l'épidémie de grippe hivernale vient encore de le démontrer.

LA MÉDECINE DE VILLE AU PÉRIL DE L'EXERCICE LIBÉRAL

En France, la grande majorité des soins dispensés « en ville » le sont par des professionnels libéraux, en particulier médecins généralistes et spécialistes. Ce modèle fonctionne de plus en plus mal. Faute d'une présence médicale suffisante, l'accès aux soins devient problé-

matique dans certains territoires. De véritables « déserts médicaux » se constituent où il y devient très difficile d'avoir un rendez-vous médical. C'est le cas de nombreuses régions rurales, mais aussi de banlieues des grandes villes.

La médecine générale payée « à l'acte » avec ses horaires épuisants et sa pratique solitaire, est peu attractive et nombre de cabinets ferment sans trouver de repreneur.

La « liberté d'installation » chère à l'exercice libéral entraîne une répartition des médecins très inégale : aux « déserts médicaux » s'oppose une présence médicale très élevée dans les centres des grandes villes et dans des régions telles que la Côte d'Azur. On compte ainsi 798 médecins pour 100 000 habitants à Paris et 180 dans le département de l'Eure.

Les barrières financières liées à l'exercice libéral (ainsi qu'à l'avance des frais médicaux et aux « franchises ») sont un second obstacle majeur à l'accès aux soins. Le dépassement des tarifs de la Sécurité sociale est autorisé pour un quart des médecins, dits en « secteur 2 » (surtout des spécialistes ou des chirurgiens) ainsi que pour certains soins dentaires. Alors que ces dépassements sont dissuasifs pour les patients aux faibles revenus, il devient de plus en plus difficile de trouver, pour certaines spécialités, des médecins respectant les tarifs de la Sécurité sociale.

Les timides mesures prises par Marisol Touraine, d'incitation à l'installation dans les territoires sous-dotés en médecins ou d'encadrement des dépassements d'honoraires, ont eu une portée très limitée. Quant à l'instauration (par-

tielle) du « tiers payant » qui permet au malade de ne pas faire l'avance des frais médicaux, elle se heurte toujours à une opposition résolue des professionnels libéraux.

L'HÔPITAL PUBLIC AU RISQUE DU « MANAGEMENT » ET DE L'AUSTÉRITÉ

Les carences de la médecine libérale dite de « premier recours » ne laisse d'autre solution à une partie des patients que de s'adresser au seul service public existant : l'Hôpital. L'afflux vers les services d'urgence et leur saturation en est la conséquence. Les passages y augmentent de 10 % par an. C'est en effet la seule porte d'entrée vers les soins quand la médecine de ville ne répond pas à la demande de soins.

Mais la cure d'austérité imposée à l'hôpital par les gouvernements successifs ainsi que les nouvelles méthodes de gestion hospitalière mettent les hôpitaux publics dans l'impossibilité de faire face. Les lois Bachelot et Touraine ont accéléré les regroupements de structures hospitalières. Les fermetures d'hôpitaux de proximité se sont multipliées. A la disparition de la médecine de ville, s'ajoute, sur les mêmes territoires, celle de structures hospitalières proches du domicile, laissant la population sans réponse sanitaire.

L'hôpital fonctionnant désormais sur le modèle de l'entreprise, les critères d'une bonne gestion sont le « taux d'occupation des lits », qui doit s'approcher des 100 %, ou la « durée moyenne de séjour », qui doit être la plus courte possible. Des lits inoccupés ou des séjours trop longs conduisent en effet à pénaliser l'établis-

sement sur le plan budgétaire. Les cas où les patients sont renvoyés chez eux sans réelle solution pour la suite de leurs soins se multiplient.

Les exigences de gestion entrent directement en contradiction avec celle d'un service public, assurant des soins de

tiples pathologies, par exemple).

L'hôpital public conserve néanmoins une place centrale dans le système de santé. (62% des lits et 57% des places d'hospitalisation à temps partiel), bien que sa part dans les dépenses de santé ait fortement diminué (36% en 2010

gies psychiatriques, affections cardiaques...), qui touchent aujourd'hui dix millions de personnes, en particulier âgées, nécessite une continuité, un suivi de la prise en charge et une véritable coordination des soins dans et hors hôpital. L'hospitalisation n'est qu'un moment du soin. Ces évolutions plaident en faveur d'une transformation du service public. Moins que jamais, il ne saurait se cantonner aux murs de l'hôpital.

Ce n'est pourtant pas de cela qu'il est question avec le «virage ambulatoire» en cours. Son but n'est pas l'adaptation du service public, mais son démantèlement au profit du secteur privé.

Le sens réel du «virage ambulatoire» est parfaitement illustré par le sort réservé à la psychiatrie publique. Sous l'impulsion de psychiatres progressistes, celle-ci avait effectué, à partir de 1960 un véritable tournant. L'hôpital psychiatrique a ainsi cessé d'être l'unique lieu de soins. Un dispositif public et gratuit permettant la prévention, le soin, le suivi des patients dans la durée

s'est mis en place. C'est la psychiatrie publique dite «de secteur». Une même équipe de soins a été mise au service de la population, sur un territoire de 60 000 habitants, travaillant à la fois dans et hors de l'hôpital (dans des lieux de soins et de consultation implantés au plus près de la population ou au domicile). Le centre de ce dispositif était le centre de soin dans la ville, l'hôpital n'étant qu'un recours pour les situations de crise.

Cette expérience aurait pu servir de modèle à un «virage ambulatoire» de service public. Mais la psychiatrie de secteur est au contraire en cours de démantèlement par ceux-là mêmes qui dénoncent le «tout hôpital». Les lieux de soins hors hôpital (centre médico-psychologiques, hôpitaux de jour...) sont fermés ou regroupés et s'éloignent de la population. L'hôpital psychiatrique se replie dans ses murs, où les services sont à nouveau débordés.

L'un des objectifs majeurs du «virage



En février 2016 à Sélestat (Bas-Rhin). Photothèque rouge/Léandre.

qualité et susceptible de faire face à des événements imprévus, «non programmés», activités par définition «non rentables».

C'est néanmoins sur l'hôpital, sans financement suffisant, que repose l'essentiel des missions de service public. C'est lui qui assure 90% des gardes et l'essentiel des urgences, missions que le secteur privé commercial réduit au strict minimum.

L'hôpital est mis en concurrence avec ce secteur privé commercial dont la logique est le profit maximum. Autrefois propriétés de quelques médecins et chirurgiens, les cliniques sont désormais aux mains de groupes d'hospitalisation privés adossés soit à des groupes internationaux, soit à des institutions financières (fonds de pension, fonds souverains) dont l'unique préoccupation est l'importance des dividendes servis aux actionnaires.

Il va de soi que ces groupes privés sélectionnent les activités et les pathologies les plus profitables, en laissant à l'hôpital les missions de service public et les patients dont la «rentabilité» n'est pas garantie (personnes âgées avec de mul-

contre 43% en 1983) C'est à cette place de l'hôpital public qu'entendent désormais s'attaquer les contre-réformes.

Pour la droite comme pour la gauche gouvernementale, il n'est pas question de donner à l'hôpital les moyens de son fonctionnement. Il faut au contraire réduire son activité et ses missions pour les ajuster à des moyens de plus en plus restreints.

LE «VIRAGE AMBULATOIRE», OU COMMENT UN TOURNANT PEUT EN CACHER UN AUTRE

Pour justifier une réorganisation de l'ensemble du système de santé, les défenseurs de ce qui est qualifié de «virage ambulatoire», c'est-à-dire le déplacement des soins hors de l'hôpital, mettent en avant des évolutions réelles qui doivent être prises en compte. Les progrès médicaux et technologiques permettent désormais de réduire la durée de nombreux séjours dans un établissement hospitalier. Il devient même possible, avec la «chirurgie ambulatoire», à un patient de rentrer chez lui le jour même de son opération.

Cependant, l'explosion des maladies chroniques (diabète, cancers, patholo-



QUELLE ALTERNATIVE ?

A cette perspective de privatisation du système de santé, qui abolirait le droit à

soin. Implantés dans le quartier, ils pourraient travailler sur les questions de santé avec l'ensemble des acteurs



A Paris, le 28 mai 2015, dans une manifestation des salariés de l'AP-HP contre la contre-réforme de Martin Hirsch. Photothèque rouge/Milo.

ambulatoire» est de transférer au secteur de ville, libéral, des missions et des actes pris en charge par les structures hospitalières au prétexte d'en diminuer les coûts.

Il se complète du projet de mise en place des réseaux de soins privés concurrentiels, financés par les compagnies d'assurances (mutuelles ou assurances commerciales), dont les médecins libéraux seraient la porte d'entrée et les régulateurs.

Ces réseaux recruteraient « leurs » spécialistes, travailleraient avec « leurs » cliniques privées et rembourseraient les soins en fonction de la police d'assurance souscrite. Quant à l'hôpital public, sa fonction se limiterait soit aux soins lourds et coûteux remboursés par la Sécurité sociale, soit à l'accueil des personnes qui n'auraient pas les moyens de s'assurer dans un réseau de soins.

C'est la perspective que tracent les propositions de Fillon, mais aussi celle que prépare la loi Touraine qui abolit toute distinction entre les assurances et la Sécurité sociale. C'est enfin, et cela ne surprendra pas, le sens du programme que le Medef vient d'adresser aux candidats à la présidentielle.

se soigner en fonction de ses besoins, nous devons opposer la perspective d'une réponse globale d'un service public de santé, gratuit, intégralement financé par l'assurance maladie.

Cela passe par la fin de l'austérité qui frappe l'hôpital, des restructurations qui lui sont imposées, et par le maintien sur tout le territoire des hôpitaux de proximité (avec un service d'urgence, une maternité, un service de chirurgie). Cela passe aussi par la fin de la « gestion d'entreprise » à l'hôpital (« nouvelle gouvernance », « tarification à l'activité »), aux exigences contradictoires avec celles des soins et du service public dont les missions doivent être maintenues et intégralement financées.

Il faut enfin que le service public s'étende hors de l'hôpital, par le développement d'un réseau de centres de santé implantés dans les villes et les quartiers, assurant gratuitement la prévention l'information, les consultations, et le suivi des patients, notamment dans le cas des maladies chroniques.

Ces centres pluridisciplinaires, fonctionnant 24 heures sur 24 et faciles d'accès pour la population, travailleraient en étroite liaison avec l'hôpital mais n'auraient recours à lui qu'en cas de be-

(professionnels de santé, travailleurs sociaux, associations, élus) et coordonner leur activité avec celle de la médecine du travail et de la médecine scolaire.

Des solutions partielles et provisoires pourraient être apportées par des mesures immédiates, telles que la fin du paiement à l'acte, remplacé par d'autres modes de rémunérations à débattre avec les professionnels de santé (salarial, capitation...); la suppression du *numerus clausus* pour les études médicales; la gratuité des études et l'attribution d'un salaire pendant toute leur durée, en contrepartie d'un engagement de même durée à servir dans les secteurs prioritaires; l'interdiction de toute forme de dépassement d'honoraires; la généralisation du tiers-payant sous le contrôle de la Sécurité sociale.

Mais seule la perspective, décrite plus haut, d'un service public de santé global sera en mesure d'apporter des solutions durables à la crise actuelle. Un tel choix suppose de rompre avec les politiques d'austérité et la privatisation du système de santé, en plaçant la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux avant les profits de quelques-uns. □

Revenu de base: des recettes multiples, mais une matrice libérale commune

PAR GASTON LEFRANC

Le revenu de base ou revenu universel a le goût de la nouveauté, du rêve, de l'émancipation. Il a sans doute contribué en bonne partie à la victoire de Hamon lors de la primaire du PS, cette mesure phare de son programme étant perçue comme un marqueur d'une gauche à la fois authentique et moderne. Pourtant, ses origines libérales ne sont pas un hasard...

Même repris par la «gauche», le revenu de base entérine l'ordre existant et apparaît comme une pièce essentielle du projet capitaliste moderne, à l'opposé du projet d'émancipation humaine porté depuis ses origines par le mouvement ouvrier.

Les différentes moutures du revenu de base, qu'il soit porté par un transhumaniste de la Silicon Valley, un disciple de Milton Friedman ou un socialiste (post) moderne, ont une essence libérale commune. Le revenu de base est présenté comme une réponse progressiste, basée sur la liberté individuelle, à des évolutions du capitalisme sur lesquelles nous ne pourrions pas agir.

LA «RARÉFACTION DE L'EMPLOI»

D'une part, l'emploi aurait tendance à se «raréfier» (Hamon). Il n'y aurait donc pas assez d'emplois à plein temps pour tout le monde. La cause supposée: les effets du numérique et de la robotisation, autrement dit du progrès technique, sur l'emploi. Pourtant, les gains de productivité horaires du travail n'ont jamais été aussi bas: ils étaient en France d'environ 5% par an pendant les «Trente Glorieuses», ils ne cessent de décliner depuis: moins de 2% depuis le début des années 1990.

En fait, la baisse du taux de profit a entraîné un ralentissement de l'investissement (débouchant à son tour sur un ralentissement des gains de productivité) et une baisse des créations d'emplois. C'est donc la panne du système, couplée au maintien d'une durée de travail à temps plein élevée, qui est responsable du chômage de masse. Des tas de besoins, qui exigeraient évidemment

beaucoup de travail, ne sont aujourd'hui pas satisfaits parce qu'ils ne sont pas rentables dans le cadre du capitalisme.

L'analyse de Hamon est donc fautive. Mais elle lui est utile pour présenter le revenu de base comme la réponse nouvelle à une situation nouvelle. Le versement d'un revenu de base à chaque individu permettrait à chacun de choisir son temps de travail: ceux qui ont un travail pénible pourraient ne plus être obligés de travailler à plein temps pour vivre décemment; ceux qui ont un travail intéressant pourraient continuer à s'épanouir longuement au travail. Baisser «autoritairement» le temps de travail de tous ne serait pas adapté au capitalisme contemporain: cela ne tiendrait pas compte du rapport au travail différencié des uns et des autres et, de plus, ne serait pas rationnel car la société aurait intérêt à ce que les plus «compétents» travaillent beaucoup alors que les «bras cassés» pourraient survivre plus agréablement avec simplement quelques heures de travail grâce à l'assistance du revenu de base.

Avec le revenu de base, les gagnants suractifs financeraient l'inactivité partielle du plus grand nombre, réduit à l'état d'assistés et aux petits boulots déqualifiés. Le clivage entre travailleurs et capitalistes serait remplacé par un clivage entre ceux qui percevraient un revenu sans travailler (ou très peu) et ceux qui travailleraient pour financer leur propre revenu universel et celui des autres.

Cette logique est à l'opposé de celle du partage égalitaire du travail, avec réduction de la durée légale du temps de travail pour chacun. Hamon dit d'ailleurs qu'il préfère réduire le temps de travail

selon la philosophie de la loi de Robien (1996), où les entreprises seraient incitées à réduire le temps de travail de leurs salariés en contrepartie d'allègements de cotisations sociales.

LE CHÔMAGE DE MASSE «STRUCTUREL»

D'autre part, la protection sociale financée par les cotisations sociales serait inadaptée au chômage de masse, désormais structurel. Au nom de la compétitivité, il ne serait pas question d'augmenter le «coût du travail» pour les entreprises. Par conséquent, les travailleurs malades ou au chômage ne pourraient plus être correctement rémunérés par la Sécurité sociale ou l'Unedic. Les travailleurs n'auraient plus les moyens de s'assurer une protection collective en dehors des rapports marchands. Il faudrait donc que des dispositifs d'assistance, financés par l'impôt sur les particuliers, se substitue à l'assurance sociale défaillante.

C'est pourquoi l'idée selon laquelle le revenu de base serait une extension de la Sécurité sociale est un contresens total. Les cotisations sociales (qui financent les prestations de la Sécu) ne sont pas un prélèvement sur le salaire: elle sont la partie socialisée du salaire, qui rémunère des individus en tant que travailleurs privés d'emploi, malades, etc. En tant que salaires, elles sont gérées par une institution salariale (la Sécu), distincte de l'Etat, même si les contre-réformes successives ont privé les salariés du contrôle partiel qu'ils avaient de cette



institution.

Le revenu de base ne serait pas du salaire; ce serait une allocation versée par l'État et financée par l'impôt. Hamon vante souvent, en les mettant sur le même plan, la création de la Sécurité sociale en 1945 et celle du RMI en 1988. Hamon considère à juste titre son revenu de base comme une universalisation du RMI. Mais il révisé l'histoire, pour mieux vendre son revenu de base, en faisant passer le RMI pour une grande avancée sociale: c'est un pécule misérable pour ceux qui ont été sortis du régime collectif d'assurance sociale, en raison du fait que le montant des cotisations sociales n'a pas suivi la courbe du chômage.

Le revenu de base est ainsi la récupération capitaliste de l'aspiration positive à sortir de l'emploi, c'est-à-dire à l'obligation de vendre sa force de travail à un capitaliste pour survivre. Ce n'est pas la première fois que le capitalisme s'appuie sur cette aspiration à un autre monde pour se renforcer et liquider ce qui résistait encore à sa logique dans le monde actuel.

L'utopie du capital consiste à démanteler les protections des salariés pour les faire basculer dans l'infra-emploi. Il s'agit de remplacer le salarié «protégé» par l'«indépendant», précaire, atomisé, et ainsi plus facilement dépouillé de la valeur qu'il produit par les capitalistes. Dans cette configuration, le revenu de base est le complément indispensable pour permettre la reproduction de la société, pour solde de tout compte. C'est pour cela que le revenu de base est aujourd'hui une pièce maîtresse du projet capitaliste moderne.

VERSIONS DE «DROITE» ET DE «GAUCHE»

Même si l'on évoque souvent Thomas More ou Thomas Paine comme les pères spirituels du revenu de base, ses inspirateurs contemporains sont les économistes néolibéraux Friedrich Hayek et Milton Friedman. Leur idée est simple: en finir avec la sécurité sociale et la bureaucratie grâce à une allocation unique, fournir à chacun un minimum pour que sa force de travail reste apte au travail.

Le concept a ensuite été repris par le philosophe Philippe Van Parijs. D'abord

proche du marxisme analytique, il a créé en 1986 le «Basic Income European Network» (réseau européen du revenu de base). En contrepartie de la création d'un revenu de base, il prône la suppression de la Sécu, de tous les systèmes de redistribution, et la dérégulation du marché du travail. Le revenu de base a été soutenu par différentes personnalités «social»-libérales comme Lionel Stoléru, Nicole Notat, mais aussi par des politiciens de droite comme Kosciusko-Morizet, Lefebvre, Villepin, Poisson, Boutin. Il a aussi été promu par des penseurs de la gauche libertaire, comme André Gorz au moment où il a fait son deuil de l'émancipation du travail du joug capitaliste.

Il existe aujourd'hui en France plusieurs versions du revenu de base, qui se différencient selon trois critères: le mode de financement, le montant, le type de prestations qui disparaîtraient en contrepartie. Arrêtons-nous d'abord sur les versions de droite, en étudiant la proposition du club Génération libre (Marc de Basquiat et Gaspard Koenig). Ils préconisent un revenu de base de 450 euros, financé par un impôt à taux unique de 23% qui remplacerait les prélèvements existants et se substituerait à bon nombre de prestations actuelles.

Le journaliste d'*Alternatives économiques* Denis Clerc a démontré qu'avec ce nouveau système, seuls les 1% les plus riches bénéficieraient du nouveau système alors que les 90% les plus pauvres seraient perdants¹. Ce n'est pas étonnant: les trois critères retenus sont anti-redistributifs: le montant du revenu de base serait faible, de nombreuses prestations (qui relativement bénéficient davantage aux plus pauvres) seraient supprimées et, surtout, le caractère progressif de l'impôt serait supprimé.

A gauche, le revenu universel est défendu par des écologistes, des décroissants, et aujourd'hui par le candidat du PS, Hamon. Ce dernier propose de le mettre en place, dans un premier temps à un niveau de 600 euros pour les 18-25 ans, pour l'étendre à terme à toute la population adulte à un niveau de 750€.

Pour le financer, il avance plusieurs pistes, dont celle d'un impôt unique sur le patrimoine (qui fusionnerait notamment l'ISF et la taxe foncière). Il supprimerait en contrepartie les allocations familiales et logement. Comme l'a souligné une étude de l'OFCE², malgré le coût phénoménal du revenu de base version Hamon, celui-ci dégraderait la situation

de ceux qui touchent aujourd'hui le RSA (un célibataire au RSA et qui bénéficie de l'aide au logement touche aujourd'hui 785 euros).

Il est difficile de mesurer l'effet redistributif précis du projet de Hamon, faute de connaître le détail de ses mesures fiscales. Si celles-ci sont suffisamment progressives, le revenu de base bénéficierait sans doute à ceux qui ont un emploi mal payé. Mais il ne profiterait pas aux plus pauvres, du moins à ceux qui perçoivent les aides auxquelles ils ont droit. En outre, il substitue une logique individualiste et marchande à une logique centrée sur les besoins. Les allocations logement et familiales permettent à ceux qui ont des problèmes de logement ou des charges familiales de bénéficier de prestations spécifiques. Avec Hamon, à revenus identiques, un locataire n'aura rien de plus qu'un rentier, une mère avec trois enfants n'aura rien de plus qu'une célibataire. Elle n'avait qu'à ne pas faire d'enfants, à elle d'en assumer les conséquences? Cela en dit long sur le modèle de société défendue par nos libéraux de «gauche».

UN EFFET D'AUBAINE POUR LE PATRONAT?

Même dans les versions de gauche du revenu universel, chacun aurait besoin de travailler pour avoir un niveau de vie décent. Pas de miracle en effet, la condition de prolétaire ne serait pas abolie. La mise en place du revenu de base pourrait alors avoir un effet d'aubaine pour le patronat.

D'une part, une partie des cotisations (celles qui financent les allocations familiales) aurait disparu, remplacées par des impôts payés par les ménages. D'autre part, les patrons pourraient baisser les salaires de leurs employés en s'appuyant sur le fait qu'ils toucheraient par ailleurs un revenu complémentaire. On aurait alors le même effet (décuplé) que pour la prime pour l'emploi: un subventionnement par l'Etat des entreprises, qui les inciterait à baisser les salaires puisque l'Etat apporterait le complément.

Dans cette nouvelle société, la conflictualité sociale ne serait plus centrée sur l'opposition entre patrons et travailleurs, mais sur le revenu de base et la fiscalité. Pour améliorer sa situation, le travailleur serait incité à se mobiliser en tant que citoyen pour un meilleur revenu de base, plutôt que de lutter pour un meilleur salaire. C'est tout bénéfique pour

les capitalistes, qui auraient alors le champ libre pour nous exploiter toujours davantage.

Le revenu de base peut-il être autre chose qu'une béquille du capitalisme? A partir d'un certain montant, peut-il devenir une revendication transitoire, et donc peut-il être porté par les anticapitalistes révolutionnaires?

Une revendication transitoire est pour nous une revendication qui ne peut être satisfaite pleinement dans le cadre du capitalisme. Sa réalisation ne peut donc s'envisager qu'en rupture avec l'ordre capitaliste, dans le cadre d'une nou-

veau puisqu'on ne voit plus très bien ce qui inciterait les producteurs à produire. Une redistribution des revenus ne peut être que partielle, et l'élimination des inégalités implique de changer le mode de production.

Comme l'écrit Jean-Marie Harribey³, « ce n'est pas en larguant des billets depuis le ciel qu'on vaincra la pauvreté, mais en transformant la production, l'organisation du travail, le temps de travail et la répartition des revenus issus de la production ». Autrement dit, on ne changera pas la vie en distribuant de l'argent sans toucher aux institutions du capitalisme: la pro-

Ils auraient à se répartir le travail pour satisfaire l'ensemble des besoins sociaux.

A la logique du revenu de base, nous opposons un projet communiste articulant propriété collective des moyens de production, répartition du travail et salaire à vie. Un salaire et non un revenu de base⁴, car il serait la contrepartie d'un travail, qui ne serait plus reconnu par un employeur et par le marché, mais par la collectivité des producteurs associés. Comme l'a indiqué Mélenchon avec ses mots⁵, le salaire à vie nécessiterait « la socialisa-



Avec le « revenu universel », vraiment? DR.

velle société dont il s'agit de dessiner les contours. Quel que soit son montant, le revenu de base est déconnecté du travail. Il ne remplace pas la rémunération du travail, il en est le complément. C'est un revenu financé à partir de prélèvements sur les revenus d'activité.

Un revenu de base maximal pomperait alors tous les salaires et profits pour verser à chacun une allocation uniforme. Ce serait une redistribution radicale des revenus qui se ferait sans remise en cause des structures du système. Le revenu de base ne peut donc pas être une revendication transitoire, puisqu'il se situe entièrement sur le terrain de la redistribution. Soulignons en outre qu'une redistribution des revenus qui annule totalement leur distribution primaire est un non sens,

propriété privée des grands moyens de production, le marché du travail, etc. Pour garantir à chacun un salaire décent, il faut que cette rémunération soit la reconnaissance de notre participation à la division sociale du travail. Cette reconnaissance ne devrait plus dépendre du fait qu'un employeur accepte de nous embaucher. Pour cela, il faut en finir avec le marché du travail et la propriété capitaliste.

Chacun serait reconnu comme producteur et recevrait à ce titre un salaire de la part de caisses socialisées de salaires (et non plus d'un employeur particulier). Les travailleurs deviendraient alors des producteurs associés ayant la maîtrise collective des moyens de production, de l'investissement et de la création monétaire.

tion totale de la plus-value », autrement dit l'expropriation des capitalistes et la socialisation des moyens de production; le même Mélenchon ayant indiqué qu'il était contre (du moins à court terme), parce que son projet est antilibéral et non anticapitaliste.

Pour notre part nous sommes pour et voulons nous en donner les moyens – anticapitalistes. □

1 <https://www.generationlibre.eu/wp-content/uploads/2015/08/critique-du-Liber-par-Denis-Clerc.pdf>

2 Observatoire français des conjonctures économiques.

Voir <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf-articles/actu/PolicyBrief10-1-.pdf>

3 <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/repenser-travail.pdf>

4 Pour de plus amples développements sur la différence entre revenu de base et salaire à vie, voir <https://npa2009.org/idees/economie/revenu-universel-de-base-ou-salaire-vie-deux-logiques-antagoniques>

5 Voir <http://www.reseau-salariat-idf.com/single-post/2016/12/21/M%C3%A9lenchon-parle-du-salaire-%C3%A0-vie>

La robotisation : quelles conséquences sur la société ?

PAR RÉGINE VINON

La question a été mise sur le devant de la scène notamment par Benoit Hamon, avec son idée de revenu universel financé par une taxe sur les robots, mais le débat a surgi depuis un certain temps. Cet article tente de faire le point des arguments et des enjeux.

Tout d'abord, de quoi parle-t-on ? De nouvelles machines, comme il y en a eu tout au long du développement capitaliste, ou qualitativement d'autre chose ? Va-t-on vers la fin de l'emploi, comme certains se plaisent à le prédire ? Et dans ce cas, quelles conséquences sur la société humaine ?

Cette troisième révolution industrielle, révolution numérique cette fois, après celles de la machine à vapeur et de l'électricité, va-t-elle produire des effets comparables aux deux précédentes ? Commencera-t-elle par détruire massivement des emplois pour les remplacer par d'autres, comme les emplois industriels détruits ont été remplacés, au fil des années, par des emplois dans le tertiaire, ou bien dessine-t-elle les contours d'une société différente ?

LE DÉVELOPPEMENT DES MACHINES « INTELLIGENTES »

Le fait est que l'expansion des robots est rapide. Dans la dernière décennie, le niveau robotique a doublé, et les chiffres commencent à être significatifs. Japon et Corée détiennent le plus de robots par ouvrier, plus de 300 pour 10 000, l'Allemagne vient juste derrière avec 250 robots pour 10 000 ouvriers. Les États-Unis arrivent loin derrière, avec autour de 150 pour 10 000.

Les conséquences annoncées par certains économistes sont terrifiantes : d'après deux chercheurs d'Oxford, Carl Benedikt Frey et Michael Osborne, 47% des emplois aux États-Unis sont à risque, c'est-à-dire menacés de disparaître. John Lanchester, un écrivain et essayiste anglais, résume ainsi leur étude : « *les pauvres vont souffrir, la classe moyenne va se porter légèrement mieux qu'auparavant, et les riches – surprise ! – se porteront très bien.* »¹

Ce sont trois millions d'emplois qui devraient avoir disparu en France d'ici 2025 d'après des chiffres, repris partout,

du cabinet de conseil allemand Roland Berger, un des principaux conseils en stratégie sur le plan international.

La nouveauté du phénomène, au-delà des chiffres, réside dans le fait que jusqu'ici, l'automatisation remplaçait le travail humain dans l'industrie, automobile notamment. Des fonctions comme l'assemblage, la manutention, la découpe étaient réalisées par des ma-

du système capitaliste. Lesquelles, décrites en son temps par Marx, s'aggravent au fil du développement technologique. Car l'introduction massive de machines détruit du travail humain, et comme le seul créateur de plus-value est justement ce travail de l'homme, le problème est récurrent et la course contre la baisse du taux de profit, permanente. Ernest Mandel avait anticipé ces limites



chines, grâce à l'utilisation de programmes informatiques ; or, voilà que cette robotisation touche maintenant des classes moyennes, des emplois d'encadrement et des professions libérales qui se croyaient jusqu'ici à l'abri, comme des journalistes, juristes ou médecins. La perspective d'une telle destruction d'emplois est angoissante pour beaucoup.

ALORS, QUEL AVENIR NOUS RÉSERVE CETTE NOUVELLE RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ?

Certains pensent, avec François Chesnais², que le capitalisme aurait, avec cette révolution, atteint des limites infranchissables, en quelque sorte sa date de péremption – ce que conteste Michael Roberts³, un économiste marxiste britannique. Des questions légitimes, basées sur les contradictions exacerbées

du capitalisme : « *l'extension de l'automatisation au-delà d'une certaine limite mène, inévitablement, d'abord à une réduction du volume total de la valeur produite, puis à une réduction du volume de la survaleur réalisée.* » Il y voyait une « *limite infranchissable* » porteuse d'une « *tendance du capitalisme à l'effondrement final* ». ⁴

Si on pousse le raisonnement plus loin avec Michael Roberts, on peut se poser la question suivante : « *à qui les propriétaires de robots et des produits fabriqués vont-ils vendre leurs produits pour réaliser du profit ? Si les travailleurs ne travaillent pas et ne reçoivent pas de salaire, alors cela entraînera à coup sûr une surproduction et une sous-consommation massives ? Ainsi, en dernière analyse, c'est la sous-consommation des masses qui mettrait à bas le capitalisme ?* »

« Mais il s'agit d'un malentendu. Une telle économie robotisée n'est plus capitaliste, mais s'apparente plutôt à une économie esclavagiste. Les propriétaires des moyens de production (robots) ont une économie surabondante d'objets et de service à coût zéro (les robots fabriquent des robots qui fabriquent des robots). Les propriétaires n'ont qu'à consommer. Ils n'ont pas besoin de faire du profit, tout comme les aristocrates propriétaires d'esclaves à Rome ne faisaient que consommer et n'avaient pas besoin de faire tourner des entreprises pour réaliser du profit. Cela n'entraîne pas une crise de surproduction au sens capitaliste, ni de "sous-consommation" (manque de pouvoir d'achat ou de demande effective pour des biens sur un marché), excepté dans un sens bien réel de pauvreté. »

Du coup, si à terme il n'y a plus de consommateurs solvables, c'est à l'Etat de pourvoir la population de maigres subsistances. D'où la discussion actuelle sur le revenu universel. Posant comme préalable que les emplois seront de moins en moins accessibles, Benoit Hamon, en bon social-démocrate, accompagne la marche du capitalisme tout en prétendant limiter quelque peu les dégâts.

LE CAPITALISME PEUT-IL ENCORE REBONDIR ?

Le capitalisme a jusqu'à présent toujours rebondi, au prix de millions de gens plongés dans la misère et de guerres dévastatrices. Après chaque grande crise, il a réussi à repartir. On peut se poser la question de savoir s'il en sera de même cette fois, et à quel prix. Y aura-t-il de nouveaux emplois induits par ces nouvelles technologies, et combien ? Dans le passé, les nouveaux emplois créés équilibraient peu ou prou les emplois détruits. Il est a posteriori évident que l'invention du chemin de fer, de l'électricité ont entraîné des développements économiques importants. C'est ce que le démographe Alfred Sauvy appelait le « déversement » : la hausse de la productivité liée à la mécanisation de l'agriculture a permis l'essor de l'industrie, tandis que l'automatisation croissante de cette industrie a facilité le développement des services.

L'informatique et la robotique sont pour l'instant loin de jouer un tel rôle. Quelles activités pourraient prendre le relais de services automatisés dans le cadre de la révolution numérique ? Michaël Roberts, pose parfaitement le

problème : « quelles sont les implications de ces nouvelles technologies pour le capitalisme ? Qu'est ce que cela veut dire pour les emplois et le niveau de vie des gens ? Est-ce que cela signifie la fin du travail humain et l'instauration d'une société d'abondance et harmonieuse ? Ou des crises et conflits de classe d'une manière encore plus exacerbée ? »

SOCIALISME OU BARBARIE

Cette question agite depuis longtemps les discussions. Mais, comme l'écrit François Chesnais, « la rencontre par le capitalisme de limites qu'il ne peut pas franchir ne signifie en aucune manière la fin de la domination politique et sociale de la bourgeoisie, encore moins sa mort, mais elle ouvre la perspective que celle-ci entraîne l'humanité dans la barbarie. » Tant que les moyens de production appartiennent à une élite, les bénéfices d'une société robotisée iront à cette élite, et les détenteurs de capital seront toujours gagnants.

De même que Marx et Engels s'enthousiasmaient devant le développement des machines, en prévoyant qu'elles allaient soulager le travail humain et créer une société capable de satisfaire les besoins des populations, Michael Roberts prévient : « ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain. Nous avons besoin d'avancées technologiques pour satisfaire les besoins de la population, aider à éradiquer la pauvreté et créer une société d'abondance sans causer de dommages à l'environnement. Si une technologie d'intelligence artificielle robotisée peut nous apporter cela, c'est tant mieux ! »

Déjà dans les années 1970, le collectif Adret affirmait, chiffres à l'appui, qu'en rationalisant la production nous pourrions tous n'effectuer que deux heures par jour de travail productif.⁵

Et puis, peut-on faire comme si les choses avançaient d'une manière inéluctable, en faisant fi de freins économiques tels que le coût et la rentabilité des investissements dans des machines nouvelles et, surtout, des réactions possibles du côté des travailleurs et des consommateurs ? Plusieurs exemples viennent appuyer cette objection. Un acteur inattendu, Michel-Edouard Leclerc, pointe des freins au développement des caisses automatiques en soulignant que les consommateurs se montrent peu enthousiastes et fuient ces dispositifs, alors que dans la distribution, une des clés de la performance réside dans la relation avec

la clientèle.

Michaël Roberts cite un autre exemple parlant : « Jeffrey Sachs, l'économiste de premier plan de l'université Columbia, prédisait récemment que les robots et l'automation prendraient le pouvoir chez Starbucks. Mais il y a de bonnes raisons pour dire qu'il se trompe. Le succès de Starbucks n'a jamais reposé sur le fait d'offrir du café moins cher et plus efficacement. Les consommateurs préfèrent souvent les gens et les services fournis par des humains. » Il cite aussi les Apple stores avec « leur nuée innombrable d'employés armés d'iPads et iPhones », « une alternative convaincante à un futur de magasin robotisé. »

Le débat sur l'avenir du système capitaliste est donc loin d'être clos. On peut légitimement s'inquiéter du rôle croissant des robots et de l'intelligence artificielle dans le champ du travail. Mais aussi se dire qu'un système qui, au lieu de soulager le travail des hommes grâce à la technologie, ne sait que menacer l'humanité entière en s'empêtrant dans ses propres contradictions, devra tôt ou tard être remplacé.

Le cinéma pose lui aussi la question à travers un certain nombre de films d'anticipation, du type d'*Elysium*. Ce dernier se situe en 2154, quand les hommes sont divisés en deux catégories : les riches, privilégiés, vivent sur la station spatiale appelée *Elysium* où il n'y a ni pauvreté, ni guerre, ni maladies tandis que les autres, la masse des pauvres, vivent sur une terre surpeuplée et ruinée. La très bonne série *Trepalium*, diffusée par Arte, met aussi en scène un monde déshumanisé, questionnant jusqu'à l'absurde le système capitaliste. 3 %, une toute récente série brésilienne, dépeint un monde d'inégalités extrêmes où 3 % de la population vit dans l'opulence.

La problématique de l'urgence de se débarrasser du système capitaliste est plus que jamais d'actualité. □

1 John Lanchester, « The robots are coming », *London Review of Books*, vol. 37, n° 5, mars 2015, <https://www.lrb.co.uk/v37/n05/john-lanchester/the-robots-are-coming>

2 François Chesnais, « Le capitalisme a-t-il rencontré des limites infranchissables ? », site A l'Encontre, 4 février 2017, <http://alencontre.org/laune/le-capitalisme-a-t-il-rencontre-des-limites-infranchissables.html>

3 Michael Roberts, « Robots and AI: utopia or dystopia ? », sur son site <https://thenextrecession.wordpress.com>, entrées des 23 août, 29 août et 24 septembre 2015.

4 Ernest Mandel, *Introduction à Karl Marx, Le Capital*, livre III (Penguin, 1981), p. 78. Cité par François Chesnais dans « Le cours actuel du capitalisme et les perspectives de la société humaine civilisée », revue *Inprecon* n° 631-632, septembre-novembre 2016.

5 « Travailler deux heures par jour », par le collectif Adret, <http://2hparjour.canalblog.com/archives/2013/05/03/27074572.html>

Un fou furieux à la Maison Blanche: *yes he can?*

PAR YANN CÉZARD

Stupeur et désolation : Trump préside désormais la première puissance économique et militaire mondiale. Mais quelle sera vraiment sa politique ? Et d'où pourrait venir l'impeachment ?

« J'ai essayé d'apprendre une chose à mes filles : on ne dit que c'est la fin du monde que lorsque c'est vraiment la fin du monde », philosophait Obama dans un de ses discours d'adieux, pour « rassurer » sur ce que serait la nouvelle ère Trump. On nous permettra de saluer l'arrivée d'un forcené à la Maison blanche avec moins de détachement que son prédécesseur. Il est vrai que celui-ci n'est pas non plus désolé... de son propre bilan, pourtant bien désolant, comme le montrent l'épidémie chronique de crimes policiers racistes, la généralisation des emplois précaires, la dévastation de régions entières par le chômage... Une des grandes causes, après tout, de la victoire de Trump et, surtout, de la défaite de Clinton.

Alors oui, bien sûr ce n'est pas la fin du monde. Il ne faut s'abandonner ni au désespoir ni au déni. Mais que veut vraiment Trump ? Et que pourra-t-il vraiment ? Il a voulu en tout cas démontrer sa volonté de « tenir ses promesses », de ne pas s'en tenir à la « parlotte » (sous-entendu : comme Obama), dès les premières semaines de son mandat. D'abord par son équipe gouvernementale : des conseillers militants d'extrême droite bien connus ; un vice-président ultraconservateur chrétien qui rêve de la fin du droit à l'avortement ; des gens nommés à la tête des agences fédérales chargés de la régulation financière, de la régulation énergétique, de la défense de l'environnement, connus pour avoir milité pour la disparition des dites agences ; l'ex-PDG d'Exxon à la tête de la diplomatie ; une milliardaire fan de l'école confessionnelle privée pour l'éducation ; cinq banquiers de Goldman Sachs aux postes clés de l'économie...

Trump a aussi voulu satisfaire le cœur de son électorat, dans sa composante fortunée ultralibérale comme dans sa composante raciste et ultraconservatrice (les deux pouvant faire très bon ménage), par une cascade de décrets. Outre le lance-

ment du fameux mur contre le Mexique et le « Muslim ban » qui interdit l'entrée du territoire aux ressortissants de sept pays très majoritairement musulmans pour 90 jours et suspend tout accueil de réfugiés, tous ces décrets tendent à « déréguler » : la finance (démantèlement des très modestes limites aux droits des banques de spéculer comme elles le souhaitent), l'environnement (feu vert pour deux oléoducs et permission de polluer à tout-va pour les

tuation irrégulière à 11 millions aujourd'hui). Trump voudra faire plus, et se prépare déjà à rendre la vie encore plus insupportable aux migrants sans papiers, en les chassant des écoles ou des centres de soins. Les considérations écologiques ne sont vues que comme des obstacles aux profits de l'industrie américaine. D'autant plus que l'exploitation des gaz de schiste, qui a explosé sous l'ère Obama, a permis aux Etats-Unis de redevenir une grande



Obama a reçu Trump dès le 10 novembre, qualifiant à la sortie leur rencontre d'« excellente ». DR.

centrales à charbon), la santé (début du processus d'abrogation de l'Obamacare).

« L'ESSENTIEL » ET « L'ACCESSOIRE » (POUR LE CAPITAL)

Mais au-delà ? Le trumpisme sera-t-il un tournant dans l'histoire des Etats-Unis ? Il faut sans doute prendre soin de distinguer ce qui relève de l'essentiel et de l'accessoire, non pour la dignité humaine, mais pour les intérêts du capitalisme (en tout cas de ses différents secteurs dominants) et de l'Etat américains.

Ecologie, droits des femmes, des minorités, des travailleurs : dans ces domaines le pire est programmé. Le droit à l'avortement est menacé. Les immigrés aussi, bien entendu. L'administration Obama avait déjà expulsé deux millions d'« illégaux » (on estime le nombre d'hispaniques en si-

puissance productrice d'hydrocarbures, et de bouleverser les rapports de forces mondiaux avec les autres grands producteurs. Et que dire des droits des travailleurs ? La personnalité du ministre du travail que s'était d'abord choisi Trump, Andrew Puzder, PDG d'une grande chaîne de fast-foods, qui a lutté violemment contre les droits syndicaux dans ses entreprises et contre le mouvement pour le salaire minimum à 15 dollars de l'heure, en dit long. Il avait montré l'étendue de ses préoccupations sociales il y a quelques années, en faisant l'apologie des robots : « ils sont toujours polis, rentables, ne prennent jamais de vacances, ne sont jamais en retard, ne tombent jamais et n'ont pas de problème d'âge, de sexe ou de discrimination raciale. »

Quels contre-pouvoirs s'opposeront à cette déferlante de mesures réaction-

naires, sinon les mobilisations des concernés eux-mêmes? Certainement pas les institutions de l'Etat américain, cette soi-disant «démocratie bien tempérée». Sur le long terme, l'appareil judiciaire finira bien par être soit rallié soit contourné. Le Congrès, la majorité des Etats et la Cour suprême sont aux mains des Républicains, qui applaudissent des deux mains à toutes ces saloperies, parce qu'elles sont faites soit pour plaire à leur électorat, soit pour booster les profits du big business.

A la limite, le sort des migrants pourrait faire tiquer, pour des raisons électorales ou parce que la bourgeoisie américaine trouve fort utile, dans ses entreprises et même dans ses propres demeures, ces travailleuses et ces travailleurs surexploités. Mais rassurons-nous pour elle: même quelques millions d'expulsions n'assècheront pas le vivier. Détail piquant et révélateur: Trump a finalement dû se trouver un autre ministre du travail, car Puzder allait être refusé par le Congrès. Non pour ses positions antisociales, mais parce qu'une histoire de violences conjugales était en train de refaire surface, et parce qu'il a écoché d'un redressement fiscal pour avoir fait travailler chez lui, au noir, une femme de ménage sans papiers! Les Tartuffe républicains en ont été un peu troublés...

TRUMP ET LE PRINCIPE DE RÉALITÉ

Trump se fait donc plaisir et fait plaisir aux siens. Quand il lance l'abrogation de l'Obamacare et en même temps multiplie les déclarations racistes, il n'est d'ailleurs pas en rupture, mais en osmose avec une longue tradition politique américaine de couplage de la haine de l'Etat-providence avec la haine des Noirs. Déjà, sans remonter aux temps de l'esclavage, dans les années 1930, républicains et notables démocrates du sud luttaient contre les modestes premières esquisses d'Etat-providence proposées par Roosevelt, en expliquant qu'avec les aides sociales il n'y aurait plus de Noirs pour travailler dans les champs de coton. Argument sans cesse repris et décliné, des Nixon et Reagan jusqu'à nos jours, la mère célibataire de Harlem remplaçant l'ouvrier agricole du sud comme épouvantail. Le nouveau président est iconoclaste plus par l'aplomb que par le fond. Qu'en sera-t-il cependant de sa politique internationale et économique? L'administration présidentielle n'est pas toute puissante et pourrait se heurter rapidement à un certain principe de réalité, la réalité du big business, des intérêts des secteurs dominants du capitalisme américain (même si ces intérêts peuvent être en partie mou-

vants et contradictoires). Car Trump affiche sa volonté de chambouler deux systèmes, dont les gouvernements américains, en lien avec les grandes entreprises et le capital financier américains, ont été depuis des décennies à la fois les organisateurs, les grands bénéficiaires et la clef de voûte mondiale: leur réseau d'alliances stratégiques et le libre-échange à l'échelle de la planète.

Que tentera-t-il vraiment? Les orientations de politique étrangère qui s'esquissent (un soutien éhonté au gouvernement le plus à l'extrême droite de toute l'histoire israélienne, la recherche de nouveaux accommodements avec la Russie, un mélange d'agressivité et de prudence vis-à-vis de la Chine...) ne permettent guère de le savoir. Mais il s'en dégage une certaine «logique». Avec les années Obama il y a une continuité, le constat par exemple que les Etats-Unis n'ont plus les moyens de (et donc plus intérêt à) mener une politique d'engagement militaire massif à la Bush. Trump n'a cessé de rappeler dans sa campagne que les Etats-Unis n'avaient pas vocation à jouer au «gendarme du monde». Et il y a une rupture: finis les grands discours idéalistes – et hypocrites – sur la démocratie et les droits de l'homme, histoire de cultiver le «soft power». Place à la «realpolitik» sans complexe. Celle par exemple de Nixon (que Trump admire beaucoup paraît-il), qui bombardait impitoyablement le Nord Vietnam tout en nouant une entente inédite avec la Chine de Mao... pendant que son secrétaire d'Etat Kissinger lançait qu'il est «plus funny de botter de temps en temps le cul des Arabes que de baisser notre consommation d'es-

sence». Ainsi, au Moyen-Orient, il s'agit de prendre acte des nouveaux rapports de forces, dans le cynisme le plus complet: finis les coups de chapeau (sans suites réelles) aux révolutions démocratiques arabes de son prédécesseur. Les dictateurs ont gagné, entendons nous avec eux (et avec les Russes) pour que l'ordre règne. Avec le slogan *America First* et le rejet assumé d'une rhétorique démocratique et «droits-de-l'homme», qui a toujours été pour l'essentiel un masque hypocrite de l'impérialisme, mais qui a aussi, parfois, limité un peu les marges de manoeuvre de ses dirigeants, Trump croit sans doute avoir gagné après son élection un droit de faire ce qu'il veut sans masque ni gants.

Mais cela n'exemptera le président américain ni de cruels dilemmes (quelle stratégie dans le jeu qui se noue entre les puissances régionales turque, iranienne,

russe, saoudienne?) ni de tenir compte des intérêts stratégiques élémentaires de l'impérialisme américain. Pour preuve, le ridicule du «Muslim ban», qui «épargne» l'Egypte, l'Arabie saoudite, le Pakistan... ou encore la Tchétchénie (c'est-à-dire la Russie), pays d'origine des terroristes qui ont frappé sur le sol américain depuis le 11 septembre 2001, mais trop importants pour figurer sur la liste noire de Trump.

Ce côté «raisonnable» dans l'ignoble atteste surtout que Trump a sans doute pour l'instant plus une politique intérieure (attiser la haine raciste) qu'une politique étrangère, et que ses premières mesures de politique étrangère ont d'abord et avant tout pour cible la population américaine elle-même. Sous la bannière *America First*, il déclare la guerre aux classes populaires américaines, au nom de... celles-ci.

TRUMP DÉCLARE LA GUERRE (AUX TRAVAILLEURS AMÉRICAINS)

Son discours d'investiture du 20 janvier 2017, où il martela *America First*, fut un prodige de malhonnêteté: «*Pendant des dizaines d'années nous avons enrichi des industries étrangères au détriment de l'industrie américaine (...) C'est aux foyers de notre classe moyenne que la fortune a été arrachée puis redistribuée partout dans le monde (...) Nous devons protéger notre territoire des ravages causés par le fait que d'autres pays fabriquent nos produits, volent nos entreprises et détruisent nos emplois.*»

Certes, le représentant caricatural de la caste des milliardaires américains, qui a gagné des fortunes sur le dos de ses salariés, n'allait pas accuser la bourgeoisie américaine d'avoir volé les emplois et les richesses de la classe ouvrière américaine (et mondiale)... C'est derrière ce grossier écran de fumée de la «protection des frontières» que Trump promet en tout cas à sa classe, la bourgeoisie, une nouvelle épopée néolibérale, une nouvelle vague de déréglementation, de baisse massive des impôts sur les riches et les entreprises, un grand holocauste des salaires, de l'environnement, de la santé, sur l'autel du profit.

On comprend l'enthousiasme de Wall Street, dont l'indice Dow Jones a grimpé de 10% après son élection (et l'indice plus large S&P 500 de plus de 5%). Après un premier vertige dû à la surprise, la Bourse a fêté la victoire du «populiste» qui devait soi-disant «assécher son marigot». En ve-





dette, les entreprises du pétrole, du BTP, de l'armement, et bien sûr les banques. Mais c'est l'ensemble des capitalisations qui a progressé.

Certes, sa victoire inattendue provoque aussi de l'incertitude et donc de l'inquiétude. Que sera demain la politique « protectionniste » de Trump? Nul ne le sait vraiment (le sait-il lui-même?) Comment tiendra-t-il sa promesse d'un programme d'infrastructures de 1000 milliards de dollars, d'augmentation massive des dépenses militaires, et de baisse des impôts? Laissera-t-il alors filer la dette fédérale (crime horrible pour le Congrès républicain du temps d'Obama!), et avec quelles conséquences sur le dollar? Sur les taux d'intérêt? On avait parlé « d'économie vaudoue » à propos de Reagan. Que donnera la magie noire trumpiste? Mais cela, c'est demain, voire après-demain, voire jamais. En attendant l'hypothétique relance budgétaire et l'éventuelle révolution protectionniste, la bourgeoisie croit aux promesses ultralibérales de la Maison blanche, qui, elles au moins, auront l'assentiment enthousiaste du Congrès.

D'OÙ VIENDRA L'IMPEACHMENT?

Qui stoppera cette vague réactionnaire? Le Congrès? Une blague... Les « contre-pouvoirs » institutionnels américains (comme en France et ailleurs) ont tout de même été inventés, non pour contenir les aventures de la réaction, mais les initiatives intempestives des classes populaires. Le parti républicain? Il savoure d'avance les mesures antisociales et réactionnaires qu'il va pouvoir voter. Les grandes entreprises américaines?

Les milliardaires en baskets de la Silicon Valley ont peur de payer le prix d'une réorientation protectionniste de la politique économique internationale des Etats-Unis, et ils s'opposent aux mesures anti-immigrés de Trump. L'affaire du « Muslim ban » est à ce propos significative: les PDG d'Apple, de Google, de Facebook, défendent avec leur vision « humaniste », « ouverte », « tolérante », des rapports avec le reste du monde, leurs intérêts bien compris. Ils ont besoin d'ingénieurs étrangers brillants, et moins chers et plus dévoués. Trump peut comprendre cela: il arrivera bien à leur proposer une « immigration choisie » conforme à leurs intérêts. Accepter mille ingénieurs soudanais ou irakiens et expulser un million de « criminels » et

de « parasites » mexicains, il devrait y arriver...

Mais ces grands capitalistes américains ont des intérêts plus considérables dans la balance: à la fois défendre une marque mondiale (ce qui passe par une certaine image, « mondialiste » en quelque sorte), faire pression contre Trump et ses velléités de remettre en cause un libre-échange qui a fait leur fortune, et vérifier si le président réalisera bien une de ses promesses: baisser la taxation des bénéfices rapatriés de l'étranger par les entreprises américaines. Un magot considérable est en jeu: environ 2400 milliards de dollars pour l'ensemble des multinationales américaines, dont 230 milliards rien que pour Apple! Dont le PDG, Tim Cook, expliquait en novembre 2016 qu'il « adorerait » ramener ce magot au pays, mais... « quand nous le rapatrierons, nous paierons 35% d'impôt fédéral, mais aussi des impôts locaux, d'en moyenne 5%, ce qui fait 40%, expliquait-il. Nous ne le ramènerons pas tant qu'il n'y aura pas un taux plus raisonnable. » Or Trump a promis un taux de 10%. On est loin de la campagne électorale, quand il parlait de forcer Apple à produire ses iPhone (1 000 milliards de dollars de ventes cumulées depuis 2007) sur le sol américain.

Attendre des sommets de la bourgeoisie américaine, ou des institutions américaines, d'être une sorte de digue contre les mesures réactionnaires de Trump, est donc une étrange illusion. En revanche, une sorte de guerre larvée, qui pourrait être un jour ouverte, oppose déjà Trump à une partie de son propre appareil d'Etat et de son propre parti! Il y a des raisons politiques voire politiciennes à cela: Trump a affiché son intention de transformer le Parti républicain, grand parti économiquement très libéral et libre-échangiste de la bourgeoisie américaine, en un parti à la rhétorique plus « national-populiste ». Les leaders républicains n'ont certainement pas l'intention de laisser Trump creuser leur tombe sans réagir.

Bien plus fondamentalement, l'aventurisme en tout cas rhétorique, pour l'instant, de Trump, ses rodomontades contre les faux alliés qui nous coûtent cher, contre l'OTAN, contre la Chine, ses ouvertures à la Russie, ses menaces de taxes aux frontières, inquiètent les hautes sphères du pouvoir économique et politique américain. Qui semblent en tout cas dans une expectative plus ou moins défiante. D'un côté, la brutalité de Trump qui se pose en grand « renégocia-

teur » en chef de tous les « deals » pourrait porter quelques fruits. En effet, le « multilatéralisme » pour négocier des traités commerciaux est à bout de souffle depuis plusieurs années. Contraindre les autres Etats à des discussions bilatérales, de fort à faible, était déjà de plus en plus envisagé à Washington, avant Trump.

Or face au gouvernement américain, à la tête de la première puissance financière et militaire et du premier marché de la planète, les partenaires-adversaires ont de grandes faiblesses: la Chine voit sa croissance diminuer et craint l'explosion de sa bulle bancaire et une crise grave de surproduction, les pays dits « émergents » comme le Brésil, le Mexique la Turquie, seraient dans une situation catastrophique en cas de fuite des capitaux (qui pourrait être déclenchée, justement, par une montée des taux d'intérêt américains), l'Union européenne n'est pas une union, ses Etats membres n'arrivent à s'entendre sur aucun problème essentiel à part l'austérité.

D'un autre côté, « l'ordre mondial », stratégique et économique, dont les Etats-Unis sont la clef de voûte est fragile. La mondialisation telle qu'elle s'est faite depuis des décennies a permis au capitalisme américain de déployer ses affaires dans le monde entier, d'y exploiter au mieux les ressources et les travailleurs, d'accumuler des fortunes gigantesques. En ouvrant ses marchés aux importations à bas coût, la bourgeoisie a pu aussi comprimer les salaires sur le sol américain, augmenter l'exploitation aux Etats-Unis. Cette mondialisation a certes ses revers, elle a permis à de nouvelles puissances d'émerger et de relativiser l'hégémonie américaine, et elle a dévitalisé une grande partie de son industrie domestique, ce qui pose des problèmes proprement économiques (et politiques) à la bourgeoisie américaine. Mais comment y renoncer? Avec quelle politique viable de rechange? Trump l'apprenti-sorcier, s'il persiste, se heurterait à des pouvoirs plus puissants que le sien...

LE POUVOIR EST DANS LA RUE

On se doute que si le parti républicain et le pouvoir économique entraînent en conflit ouvert avec Trump, ce ne serait pas dans un sens particulièrement progressiste. Et l'opposition institutionnelle, les démocrates? On connaît déjà leur orientation politique pro-

fonde : c'est celle qui a conduit Clinton à la défaite électorale. Un ralliement total aux intérêts de la finance et des multinationales américaines, auréolé hypocritement de grands discours sur l'amour universel, la tolérance, l'égalité des droits... Pour l'instant le parti démocrate fait exactement comme nos socialistes ont toujours fait : il affiche sa loyauté à l'égard des institutions, se désole et s'indigne des bouffonneries et des outrances de Trump, promet quelques manœuvres d'obstruction judiciaire et parlementaire... et attend sagement les prochaines élections en espérant retrouver alors ses brebis égarées.

Or le parti démocrate, sonné par sa défaite surprise, est en crise. Mais une partie de son aile gauche, ses divers

et très mafia-compatible Jimmy Hoffa) a applaudi, avec d'autres, la relance des oléoducs. Sean McGarvey, président du North America Building Trades Unions (syndicat du BTP), s'est réjoui d'avoir été reçu par Trump, qui « *comprend ce que signifie la valeur de susciter le développement, de faire en sorte que les gens accèdent à la classe moyenne* ». Ces dirigeants syndicaux disent espérer de lui un changement en faveur des travailleurs américains !

On peut s'expliquer cette complaisance, voire cette veulerie de certaines directions syndicales. Elles sont « prisonnières » (consentantes) tout à la fois de leurs intérêts matériels, qui les dissuadent de déclarer une guerre dangereuse à la présidence, de leur propre

Heureusement, ils et elles sont des millions à ne pas avoir attendu des initiatives des directions démocrates ou syndicales, pour entrer en résistance contre Trump. On l'a vu avec les grandes manifestations dès le lendemain de l'investiture. Trois ou quatre millions de manifestant-e-s, ce n'est certes pas un raz-de-marée, au vu de l'immensité américaine. C'est bien moins, en proportion, que le nombre des manifestants en France, contre Le Pen en avril 2002, entre les deux tours de la présidentielle. Mais c'est déjà une première démonstration de force, et un début d'autant plus prometteur qu'il ne surgit pas de nulle part.

Les années de la crise ont été des années de colère pour des millions d'Américains, les années Obama des



Dernière forme de protestation en date, le mouvement des « town hall meetings », ces assemblées publiques locales où nombre d'élus républicains se sont fait sérieusement chahuter. DR.

« dissidents » opposés à tout le cours droitier, néolibéral, qui avait été imprimé notamment par Bill Clinton il y a déjà 25 ans, ont eu une attitude déconcertante en ce début d'année : attentisme, mollesse, absence d'initiatives. Avant de se reprendre tout récemment Bernie Sanders a même affirmé qu'il était « prêt à travailler avec le président Trump, si cela peut faire avancer les droits des travailleurs ».

Pire encore, les œillades de responsables syndicaux importants : James Hoffa (héritier à la tête du syndicat des teamsters de son papa, le célèbre

rhétorique depuis des années sur l'Aléna et le libre-échange (parfois désignés comme les responsables principaux des destructions d'emplois et des baisses de salaires), et d'un héritage lourd et profond de lâcheté face aux préjugés racistes d'une partie de leurs propres adhérents... perméables justement aux discours démagogiques de Trump. Hoffa trouva sans doute plus facile d'accuser les chauffeurs mexicains d'être responsables de la dégradation des conditions de travail de ses syndiqués, plutôt que les employeurs et donneurs d'ordres américains.

années de déception. Ces dernières années, une nouvelle vague de révolte, d'organisation, de militantisme, de luttes est survenue dans le pays, à partir de points de tension différents, mais en réalité liés, de la société américaine : Occupy Wall Street, Black Lives Matter, la lutte syndicale pour les 15 dollars de l'heure, etc. A l'heure où des dizaines de millions d'Américains sont sous le choc, et révoltés par le nouveau pouvoir installé à la Maison Blanche, c'est de là que vient l'espoir. □

Le national-libéralisme trumpiste, visées et contradictions

PAR HENRI WILNO

Désormais, ce sera «America First» (l'Amérique d'abord), a clamé Donald Trump lors de son discours d'investiture du 20 janvier. En fait, pour tous les présidents qui l'ont précédé, cela a toujours été «America First». Trump marque néanmoins une rupture qui ne se comprend qu'à la lumière de la crise américaine et mondiale.

Les Etats-Unis sont devenus sans conteste la première puissance mondiale après la Première Guerre mondiale, mais la classe dirigeante et l'appareil d'Etat américains ont alors hésité sur ce que cela impliquait : non seulement défendre les intérêts de la bourgeoisie américaine mais assumer un rôle de stabilisateur du monde capitaliste. A ce moment, ils ont choisi le repli et le retour à l'isolationnisme (doctrine selon laquelle les Etats-Unis doivent se tenir à l'écart des affaires du reste du monde).

L'attaque du Japon puis, après la Deuxième Guerre mondiale, le renforcement de l'URSS ont mis fin à cette période. Depuis, comme le souligne l'économiste marxiste argentin Claudio Katz, les politiques conduites par les Etats-Unis ont en permanence une double fonction : satisfaire aux intérêts directs de la classe dominante américaine et exercer une gouvernance globale sur un monde capitaliste hiérarchisé.

Les deux sont complémentaires (ne serait-ce que pour assurer un environnement bienveillant aux multinationales américaines) mais des contradictions peuvent exister dans l'appareil d'Etat US face à certaines décisions concrètes. La présidence Trump pourrait marquer un nouvel épisode. A son sujet, les journalistes et autres commentateurs parlent d'un retour à l'isolationnisme mais ce nouvel «isolationnisme» ne signifie pas que les Etats-Unis ne vont plus intervenir dans les affaires mondiales, mais que leur interventionnisme sera plus centré sur les propres intérêts américains que sur les intérêts communs du capital international.

LES DEUX PARTIS DU CAPITAL

La politique économique aux Etats-Unis repose sur un équilibre entre le président et le Congrès, avec, le cas échéant, intervention de la Cour suprême, interprète de la Constitution. La banque centrale (la Réserve fédérale) gère les taux d'intérêt et le dollar. Les républicains sont traditionnellement «pro-business», favorables au minimum d'impôt et de réglementations sur les entreprises et la finance. Ils soutiennent également le libre-échange et les traités de commerce internationaux. Les démocrates se voulaient les héritiers des politiques sociales et de soutien à l'économie mises en place par Roosevelt lors de la crise des années 1930, mais après la présidence de Reagan (1980-1988) ils ont opéré un tournant, qui s'est exprimé dans les deux présidences de Bill Clinton (1992-2000).

Ce dernier a eu des velléités d'élargissement du système d'assurance-maladie, mais après son échec, les réformes sont toutes allées dans le sens d'un libéralisme sans états d'âme. Le «Glass-Steagall Act» a été abrogé : c'en était fini de la séparation entre banques d'affaires et de dépôt ; désormais, la finance allait pouvoir faire preuve d'une ingéniosité sans entrave. Le marché des prêts hypothécaires au logement allait prospérer, ce qui conduira quelques années plus tard à la bulle immobilière et à la crise des subprimes. L'équilibre budgétaire a été rétabli. En 1996, Clinton signait la loi «sur la responsabilité individuelle et le travail», une contre-réforme particulièrement régressive de l'aide sociale accusée d'entretenir «une culture de la dépendance et de la misère». Bill Clinton jouait en perma-

nence à l'homme du peuple, ce qui entretenait sa popularité, mais la collusion avec les milieux d'affaire était permanente, d'autant qu'il en avait besoin pour



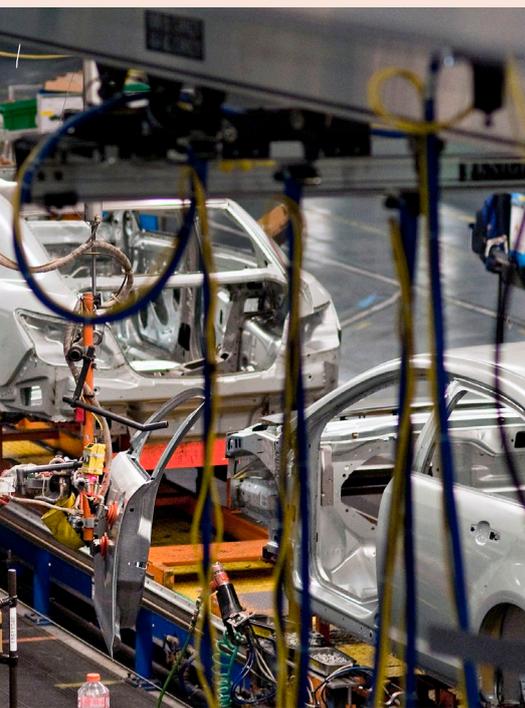
General Motors, sauvée et restructurée sous Obama au prix de milliers de pertes d'emploi. DR.

financer ses campagnes électorales. Les deux partis dominants des Etats-Unis ont toujours été les deux ailes d'un seul parti du capital, mais sous Clinton s'est produit un rapprochement idéologique qui les a rendus encore plus similaires sur le plan de la politique économique ; cela, même si le parti démocrate reste plus ouvert sur les questions sociétales et conserve des liens avec les syndicats et les minorités, alors que les républicains s'ancrent de plus en plus à droite et à l'extrême-droite sur tous les terrains. Ce sont

souvent les républicains qui prennent l'initiative des contre-réformes libérales, mais une aile au moins du parti démocrate les accompagne et ces mesures ne sont ensuite pas remises en cause par les présidents démocrates.

En matière de relations économiques internationales, les deux partis, tout en maintenant des protections spécifiques du marché américain, ont été favorables au libre-échange et aux accords commerciaux internationaux qui vont dans le sens des intérêts des multinationales américaines tout en ayant une finalité politique: exporter le néolibéralisme, resserrer les liens autour du «patron» américain, chef de file du capitalisme mondial. Les Etats-Unis ont ainsi approuvé le renforcement de l'Union européenne, même après la chute de l'URSS qui, au départ, avait été un de leurs principaux motifs de leur soutien à cette entreprise.

En 1994 a été mis en place l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain:



Etats-Unis, Canada, Mexique) : celui-ci a permis au Mexique de multiplier par sept, entre 1993 et 2015, ses exportations vers les USA (qui, pour une large part, correspondent à des flux générés par des entreprises américaines implantées dans ce pays pour y produire à moindre coût), mais le Mexique a dû ouvrir son marché à des produits agricoles américains subventionnés et les exportations américaines vers son voisin du sud ont été multipliées par six. Certes, le Mexique réalise désormais un excédent de 60 mil-

liards de dollars avec les USA mais, globalement, sa dépendance à l'égard de l'économie américaine s'est accrue: il y réalise 80% de ses exportations.

Outre la guerre en Afghanistan et Irak, la présidence de George W. Bush (2000-2008) a été marquée par une baisse de grande ampleur des impôts sur les revenus élevés, généreuse au point que le multimilliardaire Warren Buffett a reconnu que son taux d'imposition était inférieur à celui de sa secrétaire! Barack Obama s'est pour l'essentiel inscrit dans ce sillage, même si la crise et le fait qu'il disposait durant la première année de son mandat d'une majorité au Congrès lui donnaient des marges de manoeuvre. Bien qu'il ait alors été en position de force, il n'a imposé aucune vraie contrepartie aux banques pour accéder au soutien gouvernemental et n'a pas respecté son engagement d'une réforme facilitant l'implantation syndicale.

En 2010 a finalement été mise en place une réglementation du système bancaire («règle Volcker» dans le cadre de la loi Dodd-Frank), très atténuée par rapport à celle existant avant 1999. L'«Obamacare» a élargi les possibilités d'accès à l'assurance-maladie mais il ne s'agit pas d'un système de sécurité sociale, plutôt d'une usine à gaz au profit des compagnies d'assurance. Chrysler et General Motors ont été sauvés mais le gouvernement a fait pression pour une restructuration. Des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés dans les bastions traditionnels de l'automobile US, dont les entreprises ont délocalisé au Mexique ou dans les Etats du sud des Etats-Unis où les syndicats sont quasiment absents.

Quand, les républicains ont repris la majorité au Congrès, ils ont bloqué toutes les initiatives d'Obama, même lorsque celui-ci était prêt à en passer par l'essentiel de leurs exigences; le soutien à l'activité n'était plus assuré que par la politique monétaire de la Réserve fédérale. L'administration Obama s'est affairée (avec le soutien des élus républicains) à la conclusion de deux gigantesques accords commerciaux: le traité transatlantique (TAF-TA) avec l'Union européenne et le traité transpacifique avec les pays d'Asie orientale (hors Chine).

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS INDUSTRIELS ET BAISSSE DES SALAIRES

L'investiture de Trump par les républicains a démenti toutes les prévisions qui voyaient triompher un candidat réactionnaire sur les questions sociales et

libre-échangiste en matière économique. Pour l'emporter, Trump n'a pas centré son discours sur l'interdiction de l'avortement et la défense du droit de porter des armes (même s'il a défendu ces positions), mais sur la dénonciation des ravages sur l'emploi des traités de commerce alors que, selon une étude américaine de 2015, «près de 88% des pertes d'emplois dans l'industrie ces dernières années est attribuable à la croissance de la productivité» et, ajoutons-nous, à la façon dont ils sont utilisés dans une économie régie par le profit.

La disparition des emplois dénoncée par Trump, et qui lui a permis de gagner des suffrages dans les Etats anciennement industrialisés, correspond également à une relocalisation interne aux Etats-Unis, ainsi que le note une étude du début de 2017: «on constate une concurrence accrue entre les Etats fédérés, qui redessine la géographie industrielle américaine. Le poids de la région des Grands Lacs (Michigan, Wisconsin, Ohio...) dans l'industrie américaine s'est ainsi progressivement réduit au profit des Etats du Sud, qui ont vu leur part progresser de manière significative au cours des quinze dernières années. Ces derniers bénéficient en effet d'une législation du travail plus souple et de salaires plus faibles que ceux du Nord, par ailleurs caractérisés par des taux de syndicalisation élevés».

Les Africains-américains restent victimes du racisme, de discriminations et de violences policières: le taux de pauvreté des Noirs est ainsi reparti à la hausse depuis 2008 et est, en 2015, près de trois fois plus élevé que celui des Blancs. Mais dans le même temps, la situation de nombreux Blancs des couches populaires s'est détériorée: les travailleurs qui ont pu retrouver un emploi après leur licenciement ont subi une baisse de leurs gains hebdomadaires réels de 17,5% en moyenne. Des études récentes montrent la hausse de la mortalité des Blancs, jeunes et adultes n'ayant pas une éducation supérieure. Pour ces derniers, les auteurs soulignent le lien avec l'insécurité économique: les revenus des ménages où le chef de famille n'a pas poursuivi d'études au-delà du lycée a chuté de 19% entre 1999 et 2013, et les incertitudes sur les retraites par capitalisation se sont accrues. Même si les vo-





tants à bas revenus n'ont, loin de là, pas tous été polarisés par Trump, il ne fait pas de doute qu'un climat existait pour dévoyer la colère des perdants du «rêve américain».

Trump n'était pas le candidat préféré de Wall Street, mais les capitalistes ont rapidement pris acte des réalités. Avec les premières nominations annoncées pour les conseillers et responsables économiques, ils ont constaté que les discours contre la finance étaient renvoyés aux oubliettes; comme le dit un expert cité par Les Echos, «Goldman Sachs était depuis longtemps le conseiller principal de tous les présidents américains. Ils sont désormais directement aux commandes.»

Une réforme bancaire est donc en préparation, remettant en cause la portée de la «règle Volcker» et, pour bien montrer que l'Amérique ferait désormais ce qu'elle veut, le vice-président de la commission des services financiers du Sénat a envoyé une lettre à la présidente de la Réserve fédérale (pourtant en principe indépendante) lui demandant de cesser pour le moment les discussions avec les institutions bancaires et financières internationales.

LE NATIONAL-LIBÉRALISME

Trump a déclaré le 28 février, dans son premier discours devant le Congrès: «mon travail ne consiste pas à représenter le monde. Mon travail consiste à représenter les Etats-Unis.» Cela ne veut pas dire que les Etats-Unis ne vont plus intervenir dans les affaires des autres Etats, mais qu'ils vont le faire du point de vue strict de leurs intérêts, sans plus assumer les coûts liés à leur rôle de leader du capitalisme mondial. National-libéralisme, plutôt qu'isolationnisme, semble l'expression apte à caractériser le trumpisme.

Wall Street a salué Trump par une hausse de l'indice S&P500 de 5,8% entre le jour de l'élection et son installation à la Maison-Blanche. C'est plus que la moyenne, mais pas un record. Du point de vue des capitalistes, sont vues très favorablement les annonces de la réduction des contraintes règlementaire sur les entreprises (Trump a parlé d'une suppression de 75% des règles fédérales), notamment environnementales, de la baisse des impôts sur les sociétés, de la hausse des dépenses militaires. A l'actif de Trump aussi, le plan d'infrastructures qui va profiter

aux géants du BTP et la réforme de l'Obamacare.

Plus problématique est la pression sur les entreprises pour qu'elles annoncent des créations d'emplois aux Etats-Unis, mais cela peut se limiter à des symboles. Plus compliqué à gérer pour le capital américain est l'annonce d'une taxe élevée à la frontière mexicaine pour financer notamment la construction du mur entre les deux pays. Cela heurterait de front les firmes étatsuniennes qui ont investi au Mexique.

L'annonce de la renégociation de l'ALENA est également un facteur d'incertitude, de même que la fin du traité transpacifique. Trump annonce sa volonté de discuter séparément avec chacun des Etats concernés. Il est évident que dans de telles négociations, le rapport de forces pour les Etats-Unis serait meilleur que dans un cadre multilatéral mais, en contrepartie, la fin du traité transpacifique renforce la Chine (par ailleurs vilipendée par Trump pour manipuler sa monnaie et ainsi soutenir ses exportations), alors que ce cadre était vu par l'administration Obama comme un contrepoids à son influence grandissante.

Egalement problématique est l'hostilité affichée par Trump vis-à-vis de l'Union européenne et de l'Allemagne, accusée de profiter d'un euro trop bas; cette attitude peut ne pas avoir seulement des retombées économiques, mais aussi favoriser le jeu de la Russie. Dernier volet qui, lui, a suscité une forte opposition populaire, mais aussi celle de certaines fractions du capital américain: les mesures contre les réfugiés. Pour les firmes de «Silicon Valley», cela remet en cause un modèle où elles profitaient de l'afflux d'une main-d'œuvre souvent déjà formée à l'étranger et avide d'accéder à un niveau de vie plus élevé. Par ailleurs, pour nombre de ces firmes, le monde entier est leur marché.

TRUMP, REFLET DU DÉCLIN AMÉRICAIN ?

Une mise en garde s'impose cependant: pour l'instant, beaucoup de mesures de Trump sont des annonces ou des décrets susceptibles de remise en cause. Plusieurs dispositions devront être négociées ultérieurement avec le Congrès. Il est à prévoir que la majorité républicaine soutiendra avec ferveur toutes les dérèglementations et mesures antisociales, ne s'opposera pas à certaines dépenses annoncées dans le cadre du plan d'infrastructures,

mais pourrait atténuer ou enterrer selon les cas celles des annonces de Trump qui heurteraient trop de secteurs du capital ou seraient un facteur de trop grandes incertitudes internationales.

Une hypothèse mérite enfin d'être envisagée: Donald Trump refléterait la situation d'une Amérique qui a perdu le contrôle de l'économie mondiale et aurait l'illusion de pouvoir revenir à ses origines, à un développement autonome. Cette thèse a été défendue par Romaric Godin dans *la Tribune de l'économie* du 11 novembre 2016 («Trump ou le rêve de l'âge d'or isolationniste des Etats-Unis»). Il y souligne que «depuis le début de la crise, les Etats-Unis n'ont pas été capables de rétablir un ordre économique. Economie très dépendante de l'étranger pour ses fournitures et son financement, elle n'est plus en mesure d'imposer ses choix. Surtout, elle a manqué de propositions concrètes pour construire un nouveau modèle». Trump n'a pas de vrai remède face à cette situation: il dit que l'économie américaine ne doit plus dépendre des importations, mais il libéralise encore plus la finance qui se soucie comme d'une guigne des usines américaines. Sa politique commerciale, si elle se concrétise, risque d'approfondir la crise; les grands Etats capitalistes avaient retenu au moins une leçon des années 1930: les barrières douanières, si elles se généralisent, accroissent la dépression économique.

«L'économie mondiale est sans tête et donc sans ressort», énonce encore Romaric Godin qui s'appuie sur les travaux de deux économistes, Peter Temin et David Vines, qui ont publié un livre intitulé «*The Leaderless Economy*» («L'économie sans dirigeant»). Selon eux, la crise déclenchée en 2007 serait une «*crise de fin de régime*» sanctionnant la fin de la domination économique des Etats-Unis sur le monde, de la même façon que le désordre de l'économie capitaliste après la Première Guerre mondiale, culminant dans la crise des années 1930, renvoyait à la fin de l'hégémonie britannique.

Tout cela méritait d'être discuté mais plus que jamais, le constat maintes fois répété du communiste italien Antonio Gramsci est d'actualité: «*La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître: pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés.*» □

Trump ou la saison de la force...

PAR YVAN LEMAITRE

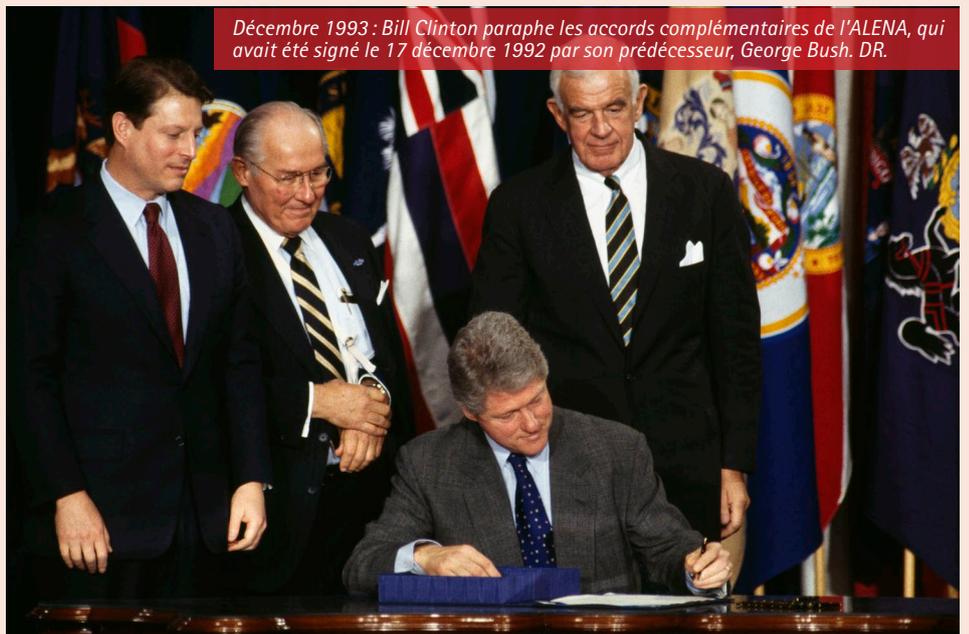
« Trump n'a pas seulement fait écho à la petite-bourgeoisie ou à la bourgeoisie américaine, voire à une partie du prolétariat en particulier blanc, il a, à sa façon, défini une orientation qui répond aux besoins impérialistes des USA et que partage une large fraction de l'establishment qu'il prétendait combattre. » Explications.

« **N**ous considérons l'histoire du point de vue de la révolution sociale. Ce point de vue est en même temps théorique et pratique. Nous analysons les conditions de l'évolution telles qu'elles se forment sans nous et indépendamment de notre volonté, afin de les comprendre et d'agir sur elles par notre volonté active, c'est-à-dire par la volonté de la classe organisée. Ces deux côtés dans notre façon marxiste d'aborder l'histoire sont indissolublement liés », écrivait Trotsky en 1924 dans *Europe et Amérique*.

C'est de ce point de vue, en toute conscience des rapports de forces, qu'il nous faut analyser les bouleversements en cours à l'échelle internationale dont Trump est le résultat et le symptôme. Un accident électoral, certes, mais un accident révélateur des conditions sociales et politiques, des contradictions, des rapports de forces qui se manifestent à travers lui et qui l'ont porté au sommet de la première puissance mondiale.

Il nous faut comprendre leur logique non pour tenter de prédire l'avenir mais dans le but d'essayer de dégager les perspectives qui s'ouvrent pour le prolétariat, nos propres tâches du point de vue des luttes de classe. Trump est l'aboutissement d'une longue évolution depuis Bush et sa politique du chaos, le Tea Party, l'impuissance d'Obama à mettre en œuvre ses déclarations d'intention, une évolution qui plonge ses racines dans l'histoire de l'impérialisme américain.

Au delà du grotesque du personnage, la politique qu'il commence à mettre en place va construire sa propre logique en fonction des besoins de la bourgeoisie américaine, de son Etat, des nouveaux rapports de forces façonnés à travers la mondialisation libérale et impérialiste. « La politique est de l'économie concentrée », disait Lénine. Cela ne signifie nullement



Décembre 1993 : Bill Clinton paraphe les accords complémentaires de l'ALENA, qui avait été signé le 17 décembre 1992 par son prédécesseur, George Bush. DR.

un rapport mécanique entre les deux mais que la politique s'élève au-dessus de l'activité économique quotidienne, morcelée, pour lui donner une forme cohérente et globale qui agit sur elle en retour. Le lien entre politique et économie se construit à travers la lutte de classe, la lutte pour l'appropriation des richesses entre les forces réactionnaires, capitalistes, qui soumettent l'économie à la folie de la course au profit et de la concurrence mondialisée et les forces progressistes, le prolétariat qui fait tourner la machine, applique les méthodes modernes et scientifiques à la production et aux échanges, développe leur socialisation.

Le personnage de Trump est le produit de cette folie de l'économie de marché et de la concurrence, de ce conflit de classes. Si ses préjugés, ses excès déstabilisent y compris une fraction de la bourgeoisie américaine, le tournant dans la politique internationale des USA qu'il voudrait représenter n'est pas une rupture avec celle de ses prédécesseurs, y compris Obama, mais bien

une brutale accentuation, un tournant. Obama voulait donner une image moderne et progressiste à une politique réactionnaire déterminée par les seuls intérêts des multinationales américaines. Il a échoué, il ne pouvait qu'échouer. Le masque démocratique de sa politique libérale et impérialiste ne pouvait résister à la réalité. Son échec et la folie de Trump indiquent la seule voie qui reste au progrès, la lutte de classe menée sans en craindre les conséquences, la révolution, le socialisme. De ce point de vue, et malgré lui, il joue un rôle révolutionnaire au sens où il donne à voir au monde entier la folie et la faillite du capitalisme sénile.

TOURNANT DANS LA MONDIALISATION LIBÉRALE ET IMPÉRIALISTE

Le chiffre du déficit de la balance commerciale des USA, au regard de ceux de la





Chine et de l'Allemagne, pointe la question clé devant laquelle est l'Etat américain. Le déficit commercial américain en 2016 a atteint 502,2 milliards de dollars (470,4 milliards d'euros), soit son plus haut niveau depuis 2012. La Chine enregistre un excédent de 347 milliards de dollars, en repli malgré tout de 5,4%, de même l'Europe et surtout l'Allemagne ou, de façon moindre, le Mexique, qui a encore accru ses excédents avec les Etats-Unis. Si, avant la crise de 2007-2008, alors que le marché financier était alimenté par les profits engendrés par la surexploitation du prolétariat chinois et des pays émergents, ce déficit renforçait les USA, aujourd'hui, alors qu'une nouvelle crise financière menace du fait du ralentissement économique mondiale, il se retourne contre eux.

Jusqu'alors ce déficit était l'expression de leur suprématie qui leur permettait de drainer une large fraction des richesses produites dans le monde. Aujourd'hui, alors que la concurrence s'exacerbe, il manifeste une trop grande dépendance qui, à long terme, peut se retourner contre eux. Les USA ont besoin d'inverser la tendance ou au moins de stabiliser les choses. Et pour cela ils veulent reprendre leur liberté de mouvement dans les domaines tant de la production que financier, commercial, diplomatique et militaire pour être en mesure d'affronter sur tous les terrains une concurrence exacerbée, pour mener leur guerre commerciale.

C'est bien à cet objectif que répond le slogan « *Make America great again* ». Et Trump saura moduler sa politique en accord avec ce que décideront les états-majors de Wall Street, du Pentagone et du FBI comme il l'a fait, il y a peu, à l'égard de la Chine ou du Japon, de la Russie ou de l'Otan en revenant à des positions plus « orthodoxes ». Il n'empêche que la guerre commerciale qu'engage Trump ouvre une nouvelle phase dans l'offensive mondialisée des classes dominantes contre les classes populaires, comme dans la lutte acharnée de la concurrence qu'elles se livrent entre elles.

La bourgeoisie avait tenté de construire un mythe, celui de la « mondialisation heureuse » où le marché apporterait la démocratie, la paix et le bien-être, mensonge et poudre aux yeux dont Obama se voulait l'expression. Ce mythes s'effondre. Jusqu'au début du 21^e siècle, les progrès technolo-

giques combinés à une prolétarianisation massive par la ruine de la paysannerie dans les pays dits émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil, avaient fait baisser les coûts de production et alimenté la machine à profit, le casino de la finance. Mais cela, au prix d'un endettement généralisé et d'une bulle financière « exubérante ». L'anticipation des profits donnait lieu à une spéculation effrénée. L'accident était inévitable, la crise des subprimes aux USA en a été le déclencheur.

LE VRAI CHOC, 2007-2008 ET LE PARADOXE OBAMA

Le vrai choc dont Trump et tous les courants réactionnaires d'extrême droite, populistes, ont profité, c'est bien la crise de 2007-2008. Ce fut aussi le début des années Obama.

Obama est devenu président, il y a huit ans, porté par une nouvelle génération qui voulait liquider l'ère de Bush et des Républicains, l'ère de la politique du « chaos créateur », des guerres d'Irak et d'Afghanistan, une génération qui ne voulait plus de 11 Septembre, qui rêvait d'une société multiraciale et multiculturelle, démocratique et pacifique. Obama l'avait conviée à changer son pays et le monde. En 2009, il avait invité les pays du monde arabe à de nouvelles relations, il avait promis de fermer Guantanamo. Non seulement il n'a rien fait de tout cela mais il a fait l'inverse. Le prix Nobel de la paix, ou plutôt des déclarations d'intention, loin de rompre avec la politique de Bush, a renforcé le déploiement militaire américain dans le monde. Alors qu'il avait promis de se retirer d'Irak et d'Afghanistan, les USA y sont encore engagés. Au mépris des espoirs que son discours du Caire, en 2009, avait suscités dans le monde arabe, Obama a engagé plus avant encore les Etats-Unis dans le chaos créé au Moyen-Orient par la guerre en Irak.

Les derniers mois de son mandat, on l'a vu accuser les Européens d'être des « *free-riders* », des profiteurs, propos de même nature que ceux de Trump qui appelle au désengagement de l'Amérique face aux « coûts énormes » de l'Otan. En novembre 2011, Obama annonçait un « pivotement » de la stratégie des Etats-Unis pour se concentrer en Asie et dans le Pacifique. Les Etats-Unis y ont renforcé leur présence militaire. D'ici à 2020, 60% des capacités de leur armée de l'air et de leur marine y seront concentrés. En juin 2015, Obama a obtenu du Congrès les pouvoirs nécessaires pour négocier un grand traité de libre-échange, le Partenariat trans-pacifique

(TPP), qui incluait entre autres les Etats-Unis, le Japon, le Vietnam, l'Australie, le Chili, le Pérou, le Mexique et le Canada et couvrait 40% de l'économie mondiale. La Chine n'y a pas été intégrée...

Trump remet en cause cette politique du « pivot ». Ce n'est cependant pas pour détendre les relations avec la Chine, ni pour rompre les relations avec le Japon, mais pour avoir une pleine liberté de manœuvre pour négocier des accords unilatéraux en fonction des seuls intérêts des Etats-Unis, de leur rivalité avec la Chine.

UNE NOUVELLE PHASE DE L'OFFENSIVE LIBÉRALE ET IMPÉRIALISTE

Nous verrons de quelle façon la bourgeoisie financière, son Etat, Trump mettront en œuvre leur orientation. Quoiqu'il en soit, celle-ci ne sera pas une rupture mais bien l'accentuation des évolutions déjà engagées par Obama. Comme ce dernier a tenu à le rappeler, avant d'être démocrates ou républicains « nous » sommes tous Américains. « *Rendre sa grandeur à l'Amérique* » est un slogan dont le fond est partagé par toute la classe dominante américaine. Les rapports de forces ont changé, la politique combinant le libéralisme économique et le militarisme impérialiste a déstabilisé l'ensemble de la planète. La première puissance mondiale n'a plus la suprématie d'antan, un nouveau rival émerge dans un monde multipolaire, la Chine. L'instabilité des relations internationales ne peut plus être contenue par une seule puissance qui se sent, en retour, menacée.

En proclamant vouloir « *rendre sa grandeur à l'Amérique* », Trump n'a pas seulement fait écho à la petite-bourgeoisie ou à la bourgeoisie américaine, voire à une partie du prolétariat en particulier blanc, il a, à sa façon, défini une orientation qui répond aux besoins impérialistes des USA et que partage une large fraction de l'establishment qu'il prétendait combattre. Derrière ce slogan, il y a la défense des intérêts du capital américain face à la concurrence mondialisée, contre les peuples et contre sa propre classe ouvrière. Les discours nationalistes et protectionnistes visent à associer les peuples à la politique des bourgeoisies confrontées à une concurrence exacerbée, à créer l'illusion que la politique des classes dominantes pourrait répondre aux inquiétudes et demandes des classes populaires. C'est vrai aux USA comme ici.

DOMINER LE DÉSORDRE MONDIAL

A défaut de pouvoir continuer à prétendre assurer l'ordre mondial au nom d'un mes-

sianisme prétendument démocratique, le Pentagone et Wall Street entendent jouer leur carte dans le désordre mondial et utiliser les contradictions et rivalités qu'ils ont eux-mêmes largement contribué à créer en fonction de leurs propres intérêts. Le capital financier américain n'a nullement l'intention d'avoir une politique isolationniste, mais bien de perpétuer sa domination contre les travailleurs et les peuples à l'échelle de la planète.

Il s'agit pour les USA d'essayer de se dégager du Moyen-Orient pour laisser les Russes, la France et la Grande-Bretagne gérer avec les puissances locales, Egypte et Turquie, sans oublier leur fidèle allié Israël. En disant «*la solution à deux Etats n'est pas la seule possible*», en reprochant aux Nations-unies d'avoir traité Israël de manière «*très injuste*», Trump a apporté son soutien à la politique de Netanyahu. Il veut préserver ses relations avec Israël dont il a trop besoin face à l'Iran.

De nouvelles manœuvres sont engagées au Moyen-Orient à travers les négociations autour de la Syrie et les choses sont instables et incertaines. Les USA renégocieront-ils l'accord sur le nucléaire iranien, chercheront-ils au final un compromis pour composer avec Téhéran dont ils auront besoin pour tenter de construire un nouvel équilibre au Moyen-Orient? Ou au contraire, choisiront-ils de privilégier l'Arabie saoudite? Les hésitations, les volte-face de Trump sont le reflet de cette «*situation chaotique*» dont il dit lui-même avoir hérité. Et c'est le même jeu d'équilibre incertain entre l'Otan et la Russie. L'Union européenne, que les Etats-Unis avaient portée sur les fonds baptismaux, est devenue un rival, en particulier l'Allemagne, d'où le soutien de Trump au Brexit et sa volonté affichée de faire éclater la zone euro. Un rival, mais néanmoins encore un allié...

Cette offensive des USA vise à remodeler les rapports avec leurs alliés pour faire face à la puissance montante, la Chine. Rien n'est écrit, de nouveaux rapports de force se négocient à travers des aléas, des accidents, des revirements...

D'une certaine façon, nous assistons, à un autre niveau, globalisé, au même type de processus que celui qui, à travers la première mondialisation, à partir de la fin du 19^e siècle, avait abouti à la formation du stade impérialiste du développement capitaliste à partir de l'évolution du capitalisme de libre concurrence. La libre concurrence conduit à une concentration croissante du capital entre les mains des multinationales qui, après avoir vanté «*la*

concurrence libre et non faussée», recherchent le soutien et la protection de leur Etat pour résister à leurs rivaux. Et cela, malgré la réalité d'une «*économie monde*», l'interpénétration et l'interdépendance de la production comme des capitaux. Les nouvelles contradictions à l'œuvre n'en seront que plus aiguës, les Etats que plus fragilisés.

Le plus fort, celui qui est porté par un plus grand dynamisme, se fait le champion de l'ouverture des marchés. Au vingtième siècle, ce furent les USA, au 21^e siècle c'est la Chine. Cet affrontement de Titans réorganise tant la production et les échanges que les rapports financiers, diplomatiques et militaires en déstabilisant toutes les relations internationales antérieures. Nous sommes entrés dans une nouvelle époque.

METTRE LES ÉVÉNEMENTS EN PERSPECTIVE

L'élection de Trump est un coup de semonce qui attire les regards sur le degré atteint par la décomposition sociale et politique qu'engendre l'offensive des classes dominantes. Aussi, sur les logiques qui pourraient brutalement s'accélérer dans des enchaînements dont personne n'est en mesure de prévoir les conséquences. Mais personne ne peut écarter le pire, ce pire qui est envisagé par les protagonistes eux-

La logique à l'œuvre ne pourra être enrayée que par l'irruption des travailleurs sur le terrain social et politique pour mettre un coup d'arrêt à la fuite en avant des classes dominantes. Il serait illusoire de croire que ces dernières puissent être en mesure d'apporter des réponses progressistes aux drames qu'elles ont créés. L'élection de Trump en est une démonstration. La concurrence est par nature destructrice, elle ne connaît comme mode de régulation que la loi aveugle du marché. Elle détruit toute démocratie et travaille au renforcement des Etats pour mener leur guerre de classe contre les travailleurs et les peuples.

Rien d'irréversible n'est engagé, loin s'en faut, du moins si nous sommes capables de prendre au sérieux l'avertissement. La classe ouvrière a la force d'inverser le cours des choses. Elle a connu à travers les dernières décennies un puissant développement à l'échelle internationale, aux USA comme dans le monde entier, elle est le produit d'un melting-pot qui brasse toutes les origines et couleurs de peau.

Aujourd'hui, les classes dominantes ont l'initiative parce que tous les partis dits de gauche ou démocrates ont fait faillite pour s'intégrer à l'ordre capita-



Dans le bureau ovale de la Maison Blanche. Tenant un dossier devant lui, le militant d'extrême droite Steve Bannon, conseiller diplomatique et éminence grise de Trump. DR.

mêmes. Bannon, militant d'extrême droite, qui a été promu au Conseil permanent de sécurité par Trump, ne cache même pas qu'il envisage la possibilité d'un affrontement militaire avec la Chine, autant dire la possibilité d'une troisième guerre mondiale. Oui, nous sommes bien entrés dans une époque de guerre et de révolutions.

liste. Mais leur faillite n'est pas celle de la classe ouvrière, de la jeunesse qui a manifesté dans les villes américaines. Leur monde craque de partout, il est sans avenir alors qu'une force immense surgit du développement économique de la mondialisation, celles des travailleurs du monde entier, sans patrie ni frontières.

Trump, criminel climatique

PAR CHRISTINE POUPIN

Ennemi des femmes, des musulmans, des immigrés sans papiers, des Noirs et des Latinos, Trump est aussi le pourfendeur de toute mesure et de toute lutte écologique...

Le dérèglement climatique est selon Donald Trump « un concept créé par et pour les Chinois pour tuer la compétitivité de l'industrie américaine ». Passons sur l'incongruité de cette affirmation quand l'économie chinoise est encore plus dépendante des énergies fossiles que celle des Etats-Unis. Ses déclarations sont consternantes, pourtant rien ne serait plus faux et dangereux que de ne pas le prendre au sérieux quand il affirme vouloir en finir avec l'accord de Paris dénoncé comme un moyen d'« autoriser des bureaucrates étrangers à contrôler la quantité d'énergie que nous utilisons ».

Les défenseurs acharnés du résultat de la COP21, tout à leur récit sur l'« accord historique », tentent de se (nous) rassurer en affirmant que la dénonciation de l'accord ne pourrait être effective avant quatre ans, minimisant ainsi le pouvoir de nuisance du nouveau président. En réalité, les Etats-Unis peuvent se retirer purement et simplement de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée au sommet de la Terre de Rio en 1992, s'affranchissant du même coup de l'accord de Paris qui n'en est qu'un texte subsidiaire.

Il faut garder à l'esprit le contenu de l'accord conclu en décembre 2015 à Paris : d'une part, un objectif affiché de limiter l'augmentation de la température moyenne en dessous de 2°C et même en dessous de 1,5°C; d'autre part, les « contributions nationalement déterminées », les fameuses INDC, des différents pays. Mais ni l'un ni l'autre des volets n'est contraignant, aucune sanction n'est prévue en cas de non respect.

L'accord de Paris n'est pas le bouclier absolu auquel on voudrait nous faire

croire, mais le retrait des Etats-Unis serait un « crime climatique majeur ». L'objectif des 1,5°C est certes symbolique, mais son abandon n'en constituerait pas moins une catastrophe. Il ne sert à rien d'essayer de se rassurer à bon compte, le danger est réel et grave.

D'autant que Trump va agir immédiatement sur le deuxième volet, la contribution étatsunienne à la lutte contre le réchauffement. L'engagement pris par Obama vise à réduire de 26 à 28% les émissions d'ici 2025 par rapport à 2005. Ce plan climat correspond à une diminution de 2 Gt d'équivalent CO₂, soit environ 20% des réductions promises de 2016 à 2030 par les 190 Etats qui ont ratifié l'accord de Paris. Ces engagements sont dramatiquement insuffisants et conduisent cumulés, même s'ils étaient respectés, à un réchauffement de 2,7 à 3,7°C d'ici 2100.

L'accord prévoit un mécanisme de révision, réajustement périodique. Pour tenter de se rapprocher de l'objectif, les contributions des principaux contributeurs devraient être considérablement revues à la hausse. Alors que les Etats-Unis portent la principale responsabilité historique des émissions de gaz à effet de serre, donc de la catastrophe climatique, le non respect de leurs trop maigres engagements fait peser la menace sur l'ensemble de l'humanité.

CASSER LE THERMOMÈTRE

Le jour même de l'investiture, toute référence au changement climatique a disparu du site internet de la Maison blanche. Anecdote? Sûrement pas. De nombreux chercheurs alertent sur les menaces qui pèsent sur les financements de la recherche, en particulier le programme de la

NASA sur le changement climatique, et sur la menace de l'interdiction qui pourrait leur être faite de communiquer directement leurs recherches au grand public.

Ils et elles lancent un appel à une « Marche du peuple pour le climat », le 29 avril. A l'image de la Marche des femmes, ce rendez-vous pourrait (et devrait) devenir mondial. Analysant que les données informatiques fédérales sont vulnérables, ils et elles travaillent à leur mise en sécurité en réalisant des copies multiples et en les dispersant dans différents serveurs sécurisés dans le cadre d'un programme nommé DataRefuge.

CRIMINELS CLIMATIQUES EN BANDE ORGANISÉE

Le plan climat a été mis en route par décret (et non par la loi) et repose sur des mesures de régulation édictées par l'Agence de protection de l'environnement (EPA). Après avoir choisi comme ministre de l'énergie Rick Perry, un nationaliste texan qui avait promis de supprimer ce ministère (dont il avait oublié le nom!), Trump a nommé un climato-sceptique à la tête de l'EPA. Scott Pruitt, actuellement *attorney general* de l'Oklahoma, a nié l'influence humaine sur le réchauffement climatique et n'a jamais caché son opposition aux directives de l'EPA. Ardent défenseur des intérêts des compagnies pétrolières américaines, il a mené des poursuites judiciaires sur beaucoup de fronts contre le plan climat, notamment contre le *Clean Power Act*, lancé par Barack Obama pour faire en sorte que les centrales thermiques réduisent leurs émissions de CO₂.

Nullement repent, il s'engage à diriger l'agence « de manière à faciliter à la fois la protection de l'environnement et

la liberté d'agir des entreprises américaines». Le vice-président Mike Pence est un ardent défenseur de l'industrie du charbon. De nombreux membres du gouvernement sont étroitement et financièrement liés aux industries fossiles: Rick Perry et Trump lui-même avec Energy Transfer Partners, le chargé des affaires intérieures Ryan Zinke avec Oasis Petroleum, Scott Pruitt avec les frères Koch et... Rex Tillerson avec Exxon!

Donald Trump a aussi promis de reprendre la fracturation pour extraire gaz et pétrole de schiste, d'abolir les dispositions en faveur de l'efficacité énergétique des moteurs automobiles et d'examiner favorablement toutes les conditions que les constructeurs mettraient à la relance de leurs activités aux Etats-Unis...

LES PREMIÈRES MESURES

Enfin, dès son entrée à la Maison Blanche, il a relancé la construction des oléoducs Keystone XL et Dakota Access, dont la mobilisation avait imposé l'arrêt.

Long de 1900 kilomètres, dont 1400 sur le territoire américain, Keystone XL doit transporter 830 000 barils par jour de pétrole lourd extrait des sables bitumineux, donc grâce à une méthode particulièrement polluante, de l'Alberta, dans l'ouest du Canada, jusqu'au Nebraska, dans le centre des Etats-Unis d'où il serait ensuite acheminé, via une portion d'oléoduc déjà existante, jusqu'aux raffineries américaines du golfe du Mexique. Ce pipeline géant est un projet de la firme TransCanada vieux de plus de huit ans.

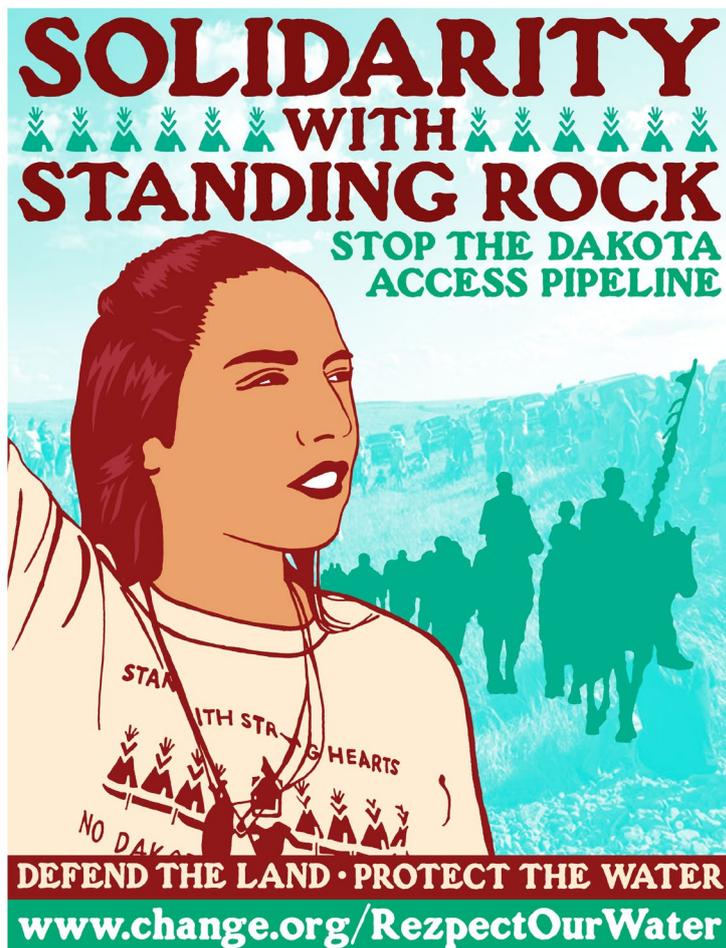
Quelques semaines avant la COP21, en novembre 2015, Barack Obama avait rejeté le projet Keystone XL. Autoriser un tel un projet aurait effectivement mis à mal son image de champion de la lutte contre le changement climatique. Le 24 janvier, Trump a

pris un décret qui encourage TransCanada à déposer une nouvelle demande de permis.

Dans le même mouvement, il a relancé le Dakota Access Pipeline (DAPL). Il s'agit là d'acheminer le pétrole de schiste du Dakota du Nord à l'Illinois. Le tracé doit notamment passer sous la rivière Missouri, à environ un kilomètre d'une réserve indienne du Dakota. La tribu sioux de Standing Rock estime que le chantier menace ses sites sacrés ainsi que son accès à l'eau potable en cas de fuites sur l'oléoduc. Pendant des mois, les Amérindiens, soutenus par les organisations écologistes, ont campé sur le

nald Trump demande à l'inverse à l'armée d'«examiner et approuver» le pipeline «de manière accélérée». L'entreprise Energy Transfer Partners n'attend que cette autorisation pour achever le projet, long de 1885 kilomètres, d'un montant de 3,8 milliards de dollars, d'une capacité de 570 000 barils de pétrole par jour et déjà réalisé à 80%.

Ce funeste 24 janvier, une fuite dans un oléoduc a déversé 200 000 litres de pétrole sur le territoire d'une communauté amérindienne, dans la province du Saskatchewan, au Canada. Le lendemain, 529 000 litres de diesel mélangé ont été libérés dans la nature dans l'Iowa.



Affiche de soutien à la lutte des Sioux Lakotas de la réserve de Standing Rock : «Solidarité avec Standing Rock. Stoppons l'oléoduc d'accès au Dakota. Défendons la terre. Protégeons l'eau.» DR.

site malgré un froid glacial et la répression parfois brutale de la police locale. Leur mobilisation contre le «serpent noir» avait été récompensée en décembre. Sous pression de l'administration Obama, le corps des ingénieurs de l'armée, propriétaire du terrain, avait refusé de délivrer un permis à la société construisant l'oléoduc et annoncé le lancement d'une étude d'impact environnementale. Le décret signé par Do-

BLOCADIE

Dans son essai sur le capitalisme et le changement climatique, *Tout peut changer*, Naomi Klein insistait sur la puissance et la particularité des alliances nouées par ces nouveaux-elles guerrier-e-s du climat, regroupés sous le nom de Blocadie, «un territoire qui ne figure sur aucune carte (...) qui surgit avec une fréquence et une intensité croissante». Un terme né dans le blocus de Keystone qui voyait déjà l'alliance improbable «des cow-boys et des indiens, des végétaliens (...) et des éleveurs».

A Standing Rock, plus de 200 tribus se sont unies dans le plus grand rassemblement d'Amérindiens depuis les années 1960-1970, recevant le renfort de plusieurs milliers de vétérans de l'armée américaine. La place des femmes est déterminante dans cette lutte qui reçoit le soutien non seulement des différents groupes de défense de l'environnement, mais aussi de Black Lives Matter, du mouvement

pour les 15 dollars et d'autres organisations et coalitions sociales.

Comme l'a dit Angela Davis dans son appel à la résistance collective lors de la marche des femmes : «La lutte pour la planète – contre le dérèglement climatique, pour garantir l'accessibilité à l'eau des terres sioux de Standing Rock, de Flint, du Michigan, de la Cisjordanie et de Gaza, pour sauver notre faune, notre flore et l'air – est le cœur de la lutte pour la justice sociale.» □

Pourquoi tant de femmes ont-elles voté pour Trump ?

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Le 8 novembre, Clinton a obtenu la majorité des voix (54 %) des femmes. La répartition du vote féminin en fonction de la « race »¹ montre cependant que si 94 % des femmes noires et 62 % des femmes latinas ayant participé au scrutin ont apporté leur suffrage à Clinton, 53 % des femmes blanches l'ont fait en faveur de Trump.

Commençons par dire que les données statistiques dont on dispose aujourd'hui sont approximatives, puisqu'elles se fondent sur des enquêtes « sortie des urnes ». Ce n'est que dans quelques mois que seront publiés des chiffres établis sur la base des listes électorales et du recensement des votants, qui indiqueront plus précisément qui a voté pour qui et, surtout, combien et qui ont décidé de ne pas aller voter. Il est cependant clair dès à présent que le taux de participation, estimé autour de 55 %, a été l'un des plus bas des vingt dernières années² et que, d'autre part, cette élection a été l'une des plus polarisées depuis 1980 en termes de genre, d'éducation et de race³.

Le résultat a confirmé le tournant à droite de la population blanche qui était observé depuis des années. Donald Trump, cinquième président républicain élu par le collège électoral en ayant perdu le vote populaire, a obtenu les voix de 58 % des Blancs : 67 % des hommes et 66 % des femmes n'ayant pas fait d'études universitaires, 63 % des hommes et 51 % des femmes ayant été à l'université.

LA « CRISE INVISIBLE » DE L'AMÉRIQUE

Rien ne serait plus faux que de croire que la majorité des hommes blancs qui ont voté pour Trump appartiendraient à l'Alt-Right (la nouvelle extrême droite US), seraient des partisans de la suprématie blanche ou dénonceraient l'émasculatation des hommes qui aident aux tâches ménagères. De même, les femmes blanches qui lui ont apporté leur voix ne veulent certainement pas être « saisies par la chatte ».

Alors qu'on se trouve peut-être à l'aube du surgissement d'un nouveau mouvement féministe, de masse, inclusif et radical (voir pages suivantes), il importe de savoir pourquoi des femmes, surtout au sein des classes populaires blanches, se sont portées majoritairement vers un candidat misogyne qui propose non seulement la repénalisation de l'avortement mais la prison pour les femmes qui avortent, et qui considère, entre autres délires

machistes, que les femmes doivent « s'habiller comme des femmes »⁴.

Dans son étude intitulée *Where have all the Workers gone?* (Où sont passés tous les travailleurs ?), Alan B. Krueger confirme l'existence d'une tendance alarmante : la part de la population active qui est au travail ou recherche un emploi, de 67,3 % en 2000, est tombée à 62,4 % en septembre 2015, soit son plus bas niveau depuis quarante ans. Ce pourcentage est aussi plus faible aux Etats-Unis que dans toute autre économie développée.

Les sociologues recherchaient la raison pour laquelle 10 % des hommes âgés de 25 à 54 ans, c'est-à-dire ceux qui sont supposés faire vivre une famille, ont cessé de rechercher du travail – un phénomène souvent décrit comme « la crise invisible de l'Amérique »⁶. Le travail de Krueger nous apprend que la moitié des hommes adultes qui sont sortis de la population effectivement active prennent des antidouleurs et que, parmi eux, les deux tiers le font sous contrôle médical. Ce phénomène est encore plus marqué chez les hommes blancs, dont le taux de mortalité à cet âge est en outre spécialement élevé – 135 pour 100 000.⁷

LES FEMMES AMÉRICAINES ET LE TRAVAIL

L'entrée des femmes sur le marché du travail avait pendant un temps masqué ce phénomène. Mais l'étude de Krueger confirme ce que d'autres soupçonnaient, à savoir que depuis 1999, la tendance à cesser de travailler s'est également développée chez les femmes. En comparant l'évolution du travail au Canada et aux Etats-Unis, dont les chiffres étaient similaires dans les années 1990, Krueger souligne qu'alors qu'au Canada la présence sur le marché du travail des femmes de 25 à 54 ans est passée de 76 % en 1997 à 81 % en 2015, aux Etats-Unis elle a durant la même période chuté de 77 % à 73,7 %. Son hypothèse, partagée par d'autres sociologues, est que l'une des raisons, peut-être la principale, réside dans l'absence d'aides publiques aux soins des

membres de la famille qui tombent malades ainsi que dans l'absence de congés de maternité.

Dans son article pour le *New York Times* cité en note 6, Patricia Cohen a présenté le cas de Krystin Stevenson. A la différence de ses homologues masculins ayant cessé de rechercher un emploi, Stevenson n'est pas obsédée par les jeux vidéo, n'a pas d'addiction aux drogues ou à l'alcool, ne souffre pas de problèmes de santé et n'a jamais eu maille à partir avec la loi⁸. Mais elle a dû arrêter de travailler pour pouvoir s'occuper de ses enfants et de sa mère handicapée. Et Stevenson ne recherche plus de travail parce qu'elle sait que ce qu'elle pourrait trouver, qui lui serait payé au salaire minimum malgré ses deux di-



En meeting, des « femmes pour Trump ». DR.

plômes universitaires, ne lui permettrait pas de vivre et de s'occuper de sa famille. Elle se retrouve donc condamnée à subsister grâce aux allocations de chômage, aux bons alimentaires, à l'aide d'amis et de membres de la famille, ainsi qu'à ses maigres économies. Stephanie Coontz⁹ signale que malgré les conquêtes des femmes étatsuniennes au cours des quarante-cinq dernières années, les avancées dans le domaine des politiques sociales liées à la famille ont été extraordinai-

rement lentes. Seules 12% des femmes du secteur privé bénéficient de congés de maternité payés. Ce n'est qu'en 1993 qu'une loi a permis aux salariées des entreprises de plus de 50 employés, à celles des entreprises publiques et aux enseignantes du primaire et du secondaire de prendre jusqu'à douze semaines de congé de maternité, *sans solde* mais sans perdre leur emploi, à la condition d'avoir travaillé dans l'entreprise pendant un minimum de 1250 heures.¹⁰

Plus de 40% des travailleuses américaines ne remplissent pas ces conditions mais même pour les autres, prendre ce congé est un luxe impossible, à moins de recourir à du financement participatif («crowdfunding»). Heidi Hartman, présidente de l'*Institute for Women's Policy Research*, affirme: «j'ai toujours pensé que les femmes réagiraient face à l'absence de congés de maternité. Maintenant qu'elles se sont rendu compte que travailler n'en vaut pas la peine, elles ont choisi de se retirer du marché du travail».¹¹

Il faut savoir que l'Independent Women's Forum, une organisation ultralibérale de femmes républicaines, s'est opposée y compris à la timide proposition, patronnée par Ivanka Trump, consistant à instaurer un congé de maternité de six semaines avec crédit d'impôt. Explication: cela conduirait les patrons à diminuer les salaires des femmes ou à décider de ne plus les employer.¹²



Mais le phénomène nouveau est que le retrait du marché du travail s'étend maintenant aux femmes célibataires, sans enfants et n'ayant pas fait d'études universitaires.¹³ Cela amène Krueger à conclure que si l'on veut contrecarrer cette tendance, il faut que l'Etat non seulement prenne des mesures permettant aux femmes de concilier vie professionnelle et vie familiale, mais aussi promeuve l'égalité salariale et incite à la promotion de femmes aux postes de responsabilité.

LA FAMILLE ET LES VALEURS TRADITIONNELLES COMME REFUGE

Les motivations d'une caissière de supermarché de la Rust Belt (la «ceinture de la rouille» des anciens bastions industriels) ayant voté Trump ne peuvent être et ne sont pas les mêmes que celles d'une Clela Mitchell, membre du bureau d'avocats Foley & Lardner et militante républicaine active, qui critiquait les Marches des femmes du 21 janvier en affirmant qu'elles n'avaient aucun sens, puisque les femmes ont déjà conquis l'égalité des droits avec les hommes.¹⁴ Si Clela Mitchell a voté Trump pour de profondes raisons de classe, les motivations de la première femme méritent d'être regardées un peu de près.

Les travailleuses pauvres qui ont voté Trump ou qui ne sont pas allées voter sont conscientes que le marché du travail leur offre peu d'opportunités. Elles savent que les seuls emplois qu'elles peuvent obtenir sont routiniers et ne peuvent leur apporter aucune satisfaction personnelle, même pas celle de toucher un salaire supérieur au niveau de subsistance. Si l'on y ajoute l'absence de congés de maternité et d'aides pour s'occuper des enfants et des membres de la famille qui tombent malades, il n'y a pas lieu de s'étonner que ces femmes décident de sortir du marché du travail et de rechercher quelqu'un qui puisse assurer leur subsistance et les protéger d'un monde hostile.

Pour elles, l'avortement et la contraception ne représentent pas le droit à disposer de leur corps mais permettent aux hommes d'avoir des relations sexuelles en échappant ensuite à leurs responsabilités. Les femmes indépendantes, qui subviennent elles-mêmes à leurs besoins et prennent leur vie en main, sont vécues comme une menace pour leur droit à avoir des maris capables de subvenir à leurs besoins. En outre, ces femmes indépendantes font concurrence à leurs hommes sur le marché du travail, en leur «prenant» des emplois bien payés. Dans l'esprit de nombre de travailleuses pauvres, si l'*Equal Rights Amendment*¹⁵ finissait un jour par être approuvé, ce serait une catastrophe parce que cela libérerait les hommes de l'obligation de subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille.

Selon Amanda Hess¹⁶, une des raisons de l'échec d'Hillary Clinton à remporter le vote des travailleuses blanches pauvres est qu'elle incarnait le mouvement féministe traditionnel, blanc et de classe moyenne, celui de la femme qui réussit dans sa carrière et brise le plafond de verre. Et c'est à contrario la raison pour laquelle Clinton a été soutenue par les femmes regroupées dans la *Pantsuit Nation* (la nation du tailleur-pantalon), un groupe de dirigeantes d'entreprise blanches

qui ont eu jusqu'à quatre millions de followers sur Facebook.

Les conditions de vie de ces deux catégories de femmes n'ont rien à voir entre elles et c'est pourquoi toutes les tentatives des propagandistes de Clinton afin d'«atteindre» les femmes travailleuses pauvres ont échoué. Si les femmes noires et latinas ont malgré tout voté majoritairement pour Clinton, ce n'est pas parce que celle-ci aurait incarné leur modèle de femme mais parce qu'elles avaient peur de ce qu'une victoire de Trump pouvait signifier pour elles et leurs familles.

De nombreuses femmes blanches, confrontées à une société en crise profonde, dont le tissu social a été détruit d'abord par les mesures néolibérales puis par la crise systémique du capitalisme, ne voient pas d'autre solution que de se réfugier dans les valeurs «traditionnelles» de la famille nucléaire bourgeoise: le père pourvoyeur de revenu et la mère nourricière. C'est ce vieux ordre patriarcal que Trump leur a promis de défendre. □

1 Aux États-Unis, la population est officiellement recensée en fonction de la «race» et de l'«ethnicité»: amérindien, asiatique, blanc, hispanique ou latino, noir ou afro-américain, etc.

2 «Voter turnout at 20-year low in 2016», <http://edition.cnn.com/2016/11/11/politics/popular-vote-turnout-2016/>

3 «Behind Trump's victory: Divisions by race, gender and education», Alec Tyson and Shiva Maniam, Pew Research Centre, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/11/09/behind-trumps-victory-divisions-by-race-gender-education/>

4 Le hashtag #DressLikeAWoman est devenu viral lorsque l'on a vu que Trump exigeait des employées de la Maison Blanche qu'elles «s'habillent comme des femmes».

5 Disponible en téléchargement sur le site <https://www.bostonfed.org>

6 «Why Women Quit Working: It's Not for the Reasons Men Do» (Pourquoi les femmes cessent de travailler: ce n'est pas pour les mêmes raisons que les hommes), Patricia Cohen, *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/2017/01/24/business/economy/women-labor-force.html>

7 «Rising morbidity and mortality in midlife among white non-Hispanic Americans in the 21st century», Anne Case and Sir Angus Deaton, <http://www.pnas.org/content/112/49/15078.full>

8 Selon Krueger et d'autres, ce sont les principales raisons pour lesquelles les hommes cessent de chercher du travail.

9 «Strengthening the Case for Policies to Support Caregiving» (Défendre avec de plus de force des politiques de soutien aux soins), <http://www.stephaniecoantz.com/articles/article112.htm>

10 «U.S. Dead Last Among Developed Countries When It Comes to Paid Maternity Leave» (Les États-Unis sont derniers des pays développés pour le paiement des congés de maternité), <http://www.forbes.com/sites/ritarubin/2016/04/06/united-states-lags-behind-all-other-developed-countries-when-it-comes-to-paid-maternity-leave/#4b04a4315ada>

11 Cité par Patricia Cohen, op. cit.

12 «Since When Is Being a Woman a Liberal Cause?» (Depuis quand être une femme est-il devenu une cause pour un combat progressiste?), Susan Chira, https://www.nytimes.com/2017/02/11/sunday-review/since-when-is-being-a-woman-a-liberal-cause.html?_r=0

13 «The Reversal of the Employment-Population Ratio in the 2000s: Facts and Explanations» (L'inversion des taux d'emploi dans les années 2000: faits et explications), Robert Moffitt, 2012, cité dans «Where have all the Workers Gone?» (cf. note 5).

14 Susan Chira, op. cit.

15 Amendement sur l'égalité des droits: cette proposition d'amendement à la Constitution des États-Unis, établissant l'égalité des droits entre hommes et femmes, ne parvient pas à être adoptée depuis les années 1970.

16 «How a Fractious Women's Movement Came to Lead the Left» (Comment un mouvement de femmes hargneux en est venu à diriger la gauche), Amanda Hess, https://www.nytimes.com/2017/02/07/magazine/how-a-fractious-womens-movement-came-to-lead-the-left.html?_r=0

Vers un mouvement féministe inclusif et de masse

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Le lendemain de l'installation de Trump à la présidence, des millions de femmes sont descendues dans les rues de Washington, Los Angeles, New York et d'autres villes des Etats-Unis, tandis que des manifestations de solidarité se déroulaient dans le monde entier. Un nouveau mouvement est en train de naître, ses enjeux sont considérables.

L'appel à manifester avait été diffusé sur Facebook dès la nuit de la victoire de Trump. En proposant de regrouper tous les secteurs visés par les politiques misogynes, anti-LGBTQ, racistes et anti-migrants du président élu, et en surmontant les fractures historiques du mouvement féministe, cet appel était devenu dès la mi-janvier la mobilisation anti-Trump la plus suivie.

Pour Amanda Hess, la défaite d'Hillary Clinton a porté un coup sérieux au féminisme *mainstream*, blanc et de classe moyenne, tant de la «deuxième vague» qui se basait sur le «nous sommes toutes égales par-delà la race et la classe», que de l'auto-complaisance du «nous y sommes arrivées» caractéristique de la «troisième vague».¹

Rhon Manigault-Bryant, professeur d'études africaines au Williams College (Massachusetts), a déclaré dans sa *Lettre ouverte aux féministes blanches libérales* [libérales sur les questions de société, NdlR]: «je suis (...) enthousiasmée à l'idée que ce moment [la victoire de Trump] pourrait signer la fin de cette version de féminisme fallacieuse et dangereuse, que tant d'entre vous (mais non toutes) ont embrassée, et qui promeut la réussite des femmes blanches contre tous et toutes les autres. C'est le label et la teneur du féminisme blanc qui permet la recomposition du patriarcat de l'homme blanc (à la manière des Blancs: des femmes qui se comportent comme des hommes blancs habillés en femme et qui jouent la farce de l'égalité des genres). Cela a longtemps été votre signe distinctif et c'est désormais votre malédiction.»²

« LES DROITS DES FEMMES SONT DES DROITS HUMAINS »

Les organisatrices de la Marche des femmes ont mis en avant le mot d'ordre

selon lequel les droits des femmes sont des droits humains. Elles ont affirmé que la justice et l'égalité entre les genres sont la justice et l'égalité raciales et économiques, que les femmes de toutes races, religions et nationalités, hétérosexuelles, lesbiennes, queer et trans ont le droit de prendre soin de leur famille et de ne pas subir les violences de tout type. Elles ont exigé que la police réponde de ses agressions violentes contre les communautés de couleur, qu'elle soit désarmée et ne reçoive plus d'entraînement militaire. Elles ont insisté sur le respect des droits de la communauté LGBTQ et la fin des discriminations que celle-ci subit dans le domaine de la santé. Mais elles ont aussi reconnu les difficultés particulières que subissent les femmes noires, et défendu le droit des travailleurs et travailleuses, migrants et natifs, en particulier celles et ceux qui assurent les tâches les plus pénibles, de s'organiser afin de lutter pour de meilleurs salaires et conditions de vie.³ Ainsi, la Marche des femmes a fait un premier pas dans le lancement d'un mouvement féministe inclusif et de masse. Martha Rampton parlait dès 2015 de l'apparition du mouvement qu'elle appelait le féminisme de la «quatrième vague», caractérisé par sa capacité à intégrer, pour la première fois, le féminisme académique – où se sont réfugiées les féministes de gauche de la deuxième vague – et le féminisme militant des femmes qui travaillent à la maison, au bureau ou ailleurs et sont prêtes à descendre dans la rue.⁴

Beaucoup se demandent ce que sont réellement les possibilités que ce nou-

veau mouvement se développe et s'élargisse. Certains à gauche critiquent l'influence du féminisme «traditionnel», blanc et de classe moyenne. De l'autre côté, d'autres craignent que la participation active des minorités ethniques et sexuelles «gauchisse» le mouvement en éloignant de lui les femmes (et hommes) qui sont sur des positions plus centristes. Il y a aussi ceux qui attaquent le fait de considérer la défense du droit à l'avortement comme un principe fondamental, en disant que cela tiendra à l'écart du mouvement les femmes qui s'opposent à Trump tout en étant contre l'avortement. D'autres encore estiment que la multiplicité des revendications rend le message inaudible. Et il y a enfin ceux qui regrettent que le mouvement ne soit pas centralisé mais formé de tous côtés par des groupes indépendants et auto-organisés, qui centrent leur intervention sur les mots d'ordre qui les concernent le plus directement dans leur aire d'intervention.

Des historiennes et sociologues, auxquelles le *Washington Post* a demandé d'écrire un commentaire «scientifique» sur ce mouvement, se sont trouvées d'accord pour dire que tous les aspects critiqués comme faisant problème, depuis la droite comme depuis la gauche, sont en réalité ce qui a permis le succès de plusieurs grands mouvements de masse dans l'histoire, comme ceux pour le droit de vote des femmes ou pour les droits civiques des Noirs.

UNE « QUATRIÈME VAGUE » MONDIALE ?

Ce qui est indéniable, c'est que pour la

première fois depuis des années, comme le dit Rampton, il existe des éléments qui permettent d'espérer le développement d'un nouveau mouvement féministe, à l'échelle nationale mais aussi mondiale. Depuis 2010, avec des hauts et des bas,

mouvement féministe en Europe. Ce mouvement a culminé le 3 octobre dans une grève des femmes, la première depuis la grève historique des femmes islandaises en 1975. Cette idée a pris en Amérique latine et, le 16 octobre, une

série de conquêtes – en particulier pour les femmes blanches et de classe moyenne –, dont la légalisation de l'avortement dans les pays développés. Nous sommes face à la possibilité de la naissance d'une quatrième vague féministe,



Dans les manifestations du 21 janvier : « ceci est une révolution féministe intersectionnelle ». Acceptons-en l'augure. DR.

nombre de mobilisations ont vu les femmes descendre dans la rue pour revendiquer leurs droits. A commencer par les Printemps arabes, où les femmes se sont mobilisées au côté des hommes pour exiger les droits sociaux et politiques, sans que leur lutte n'ait eu alors de répercussion au sein du mouvement féministe mondial.

En 2013, avec le combat des femmes de l'Etat espagnol contre la tentative du gouvernement conservateur de rendre l'avortement illégal, un mouvement de solidarité avait commencé à rassembler des femmes de plusieurs pays européens. Leurs mobilisations de 2014 ont finalement contraint le gouvernement Rajoy à retirer son projet. Juin 2015 a ensuite vu la première mobilisation «Ni una menos» (Pas une seule femme en moins) contre les féminicides en Argentine, avec des manifestations de masse à Buenos Aires et dans les principales villes du pays et le même jour, en réponse à l'appel argentin, des manifestations contre les violences envers les femmes dans presque tous les pays d'Amérique latine.

Ont suivi en 2016 les mobilisations des femmes polonaises contre le projet gouvernemental d'illégaliser l'avortement, une lutte qui a été suivie de près par le

grève des femmes a été appelée en Argentine en soutien à la deuxième journée de mobilisation «Ni una menos», relayée à nouveau, dans toute l'Amérique latine et en Espagne, par d'importantes mobilisations contre les assassinats de femmes et toutes les violences sociales et économiques qu'elles subissent.

Le succès des Marches des femmes du 21 janvier aux Etats-Unis s'inscrit dans ce cadre mondial. La prochaine étape sera celle du 8 mars 2017. Les féministes argentines ont appelé pour ce jour-là à une grève mondiale des femmes pour lutter contre les féminicides, l'inégalité salariale et l'exploitation économique des femmes. L'appel a été repris très vite par les féministes américaines et celles d'une trentaine de pays : Australie, Bolivie, Brésil, Chili, Costa Rica, République tchèque, Equateur, Angleterre, France, Allemagne, Guatemala, Honduras, Islande, Irlande du Nord, République d'Irlande, Israël, Italie, Mexique, Nicaragua, Pérou, Pologne, Russie, Salvador, Ecosse, Corée du Sud, Suède, Togo, Turquie, Uruguay.

Si cet appel rencontre du succès et que la mobilisation se poursuit et s'étend, nous pourrions voir surgir assez vite un mouvement plus profond que la «deuxième vague» des années 1970, qui avait obtenu

plus inclusive, plus préoccupée des intérêts et besoins des femmes travailleuses de toutes races, croyances et nationalités, hétéros, lesbiennes, trans ou queer, natives ou migrantes.

Pour les féministes américaines, l'enjeu est immense. Si leur mouvement se maintient et se développe il pourra, en plus de renforcer le mouvement féministe mondial, se transformer en tête de pont de la résistance aux attaques du gouvernement Trump contre les secteurs les plus fragiles de la société. Jamais un mouvement féministe n'a eu devant lui de telles responsabilités. Notre solidarités de révolutionnaires et de féministes ne peut être que totale. □

1 «How a Fractious Women's Movement Came to Lead the Left» (Comment un mouvement de femmes hargneux en est venu à diriger la gauche), Amanda Hess, https://www.nytimes.com/2017/02/07/magazine/how-a-fractious-womens-movement-came-to-lead-the-left.html?_r=0

2 «An Open Letter to White Liberal Feminists» (Une lettre ouverte aux féministes blanches libérales), Rhon Manigault-Bryant, Black Perspectives, <http://www.aaihs.org/an-open-letter-to-white-liberal-feminists/3#WHYWEMARCH:GuidingVisionandDefinitionofPrinciples> (Pourquoi nous marchons : vision directrice et déclaration de principes), Women's March on Washington.

4 «Four Waves of Feminism» (Les quatre vagues du féminisme), Martha Rampton, <https://www.pacificu.edu/about-us/news-events/four-waves-feminism>, 25/10/2015.

Disneyland Paris: la magie de l'optimisation fiscale

PAR RÉGINE VINON



Mickey fait grève et manifeste... Ici le 17 mai 2012. DR.

Disneyland France va mal, une fois de plus, en ce début d'année 2017, à l'orée de son trentième anniversaire. Au point que Disney USA veut reprendre le contrôle total de sa filiale française. Mickey perd donc de l'argent, malgré les millions dépensés par les nombreux visiteurs, le coût de l'entrée, des hôtels et de la restauration ainsi que des produits dérivés. Mais comment donc ?

Seize millions de visiteurs sont passés en 2016 par le parc d'attractions, ce qui en fait un véritable succès. Pourtant, les pertes ont atteint cette même année 858 millions d'euros, et l'action ne vaut plus qu'un euro, ce qui veut dire qu'elle a perdu 99% de sa valeur depuis son lancement. Comment cela se fait-il ?

On s'en doute, l'argent n'a pas été perdu pour tout le monde. Pour le dire vite, c'est oncle Picsou USA qui empêche l'argent grâce à un contrat extrêmement favorable à Disney USA, signé avec sa filiale. Ce contrat prévoit en effet que Disney aux Etats-Unis ne touche pas de dividendes indexés sur les bénéfices, mais reçoit d'énormes redevances. Rentable ou non, le parc d'attractions doit payer son obole à Disney. Ces sommes représentent à elles seules plus de 50% des pertes depuis dix ans. Disneyland Paris a reversé en moyenne 6% de son chiffre d'affaires. Qui plus est, la maison-mère, très géné-

reuse, consent des prêts à sa pauvre filiale française, à des taux plutôt élevés. Les intérêts permettent aussi de pomper les recettes et de leur faire traverser l'Atlantique.

Les pertes de la première destination touristique en France, devant le Louvre, font peut être la Une des journaux en France, mais contribuent au bonheur de Disney USA. C'est magique, Disneyland ne paie pas d'impôts en France, puisqu'il n'y gagne pas d'argent. Bienvenue au club des McDo, Google et autres Amazon !

Mais l'Etat français veille : l'entreprise, la malheureuse, a bénéficié du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) à hauteur de 16,4 millions d'euros pour 2014. Mickey aime bien l'argent public et a l'habitude de vivre aux crochets de la collectivité. Après la signature de la convention ayant lancé le projet de parc, en 1987, le gouvernement socialiste de Mitterrand avait prêté des centaines de millions d'euros à de très faibles taux d'intérêt.

Et surtout, il avait pris à sa charge toutes les infrastructures routières et ferroviaires : création de deux gares, un boulevard circulaire, un échangeur autoroutier, avec exonérations fiscales multiples. Le parc, qui n'a été bénéficiaire que sept ans sur trente années d'existence, s'est à chaque fois fait renflouer par l'Etat, à travers la Caisse des

dépôts qui a renoncé à plusieurs reprises aux intérêts qui lui étaient dus. Et les gagnants sont... Les banques qui ont prêté de l'argent à Disneyland, car l'entreprise s'est développée grâce à un endettement gigantesque, autour de sept milliards d'euros, qu'il faut bien éponger chaque année. Et Disney USA, évidemment, qui met en avant des bénéficiaires à deux chiffres. Mais tout cela, c'est pour le bien de l'économie française, voyons !

L'Etat et Disneyland se vantent d'avoir créé 15 000 emplois. Mais les soutiers, les emplois au bas de l'échelle des salaires, sont au nombre de 13 400. C'est-à-dire que la majorité des emplois créés le sont à bas salaires. Ils sont rétribués sur la base du Smic +1%, soit environ 1300 euros bruts mensuels, sans repos ni prime pour le travail du dimanche. De nombreux salariés ne sont pas payés davantage s'ils travaillent un jour férié ou la nuit. Le niveau des accidents du travail est extrêmement élevé : 1500 par an pour 15 000 salariés, soit un ratio plus fort que dans le bâtiment, a dénoncé la médecine du travail du site. Le fait que l'entreprise prétende perdre de l'argent est aussi très pratique pour inciter à la modération salariale.

Alors, si Disneyland va mal, l'oncle Picsou d'Amérique se porte bien, merci pour lui ! □